

CONVENTION SUR LE COMMERCE INTERNATIONAL
DES ESPÈCES DE FAUNE ET DE FLORE SAUVAGES MENACÉES D'EXTINCTION



Vingt-sixième session du Comité pour les plantes
Genève (Suisse), 5 – 9 juin 2023

Respect de la Convention

Étude du commerce important de spécimens d'espèces inscrites à l'Annexe II

ESPÈCES SÉLECTIONNÉES ENTRE LA COP11 ET LA COP17

1. Le présent document a été préparé par le Secrétariat.
2. Au document PC26 Doc. 16.1, le Secrétariat présente une vue d'ensemble de l'Étude du commerce important des espèces de flore, et dans l'annexe 2 de ce document, le Secrétariat dresse un tableau récapitulatif des combinaisons espèces/pays dans l'Étude du commerce important en date de mars 2023.
3. Le présent document s'attache à faire le point sur les cas pour lesquels le Secrétariat a reçu des informations actualisées depuis son dernier rapport concernant l'application et les mesures recommandées au Comité permanent lors de ses 74^e (SC74 ; Lyon, mars 2022) et 75^e (SC75 ; Panama City, novembre 2022) sessions, à la suite des consultations intersessions avec le Comité pour les plantes, conformément au paragraphe 1 k) de la résolution Conf. 12.8 (Rev. CoP18).
4. Sur les 19 cas actuels d'ÉCI de flore listés en Annexe 2 du document PC26 Doc. 16.1, les cas pour lesquels le Secrétariat dispose de mises à jour à notifier depuis leur dernier examen par le Comité permanent lors des SC74 et SC75 sont les suivants :
 - République démocratique du Congo /*Pericopsis elata* (sélectionné à la suite de la CoP11)
 - République démocratique du Congo /*Prunus africana* (sélectionné à la suite de la CoP16)
 - Panama/*Dalbergia retusa* (sélectionné à la suite de la CoP17)
5. Le Secrétariat rappelle également au Comité pour les plantes que des mises à jour sur les huit cas actuels sélectionnés à la suite de la CoP18 sont présentées dans le document PC26 Doc. 16.4 sur les cas en cours d'espèces sélectionnées à la suite de la CoP18 (*Pterocarpus erinaceus* étant un cas exceptionnel).
6. Au moment de la rédaction du présent document, le Secrétariat n'a pas d'autres mises à jour à communiquer sur les cas restants figurant à l'annexe 2 du document PC26 Doc. 16.1.
7. Les conclusions de la présente session serviront de base aux prochaines consultations intersessions que le Secrétariat entreprendra avec les membres du Comité pour les plantes par l'intermédiaire de sa présidente, conformément au paragraphe 1 k) de la résolution Conf. 12.8 (Rev. CoP18). Après les consultations intersessions post-PC26, le Secrétariat fera rapport au Comité permanent lors de sa 77^e session (SC77 ; Genève, novembre 2023) sur le bilan de l'application des recommandations de l'ÉCI, conformément au paragraphe 1 l) de la résolution Conf. 12.8 (Rev. CoP18).

Un point sur les cas d'espèces sélectionnées à la suite de la CoP11 (2000)

République démocratique du Congo/ *Pericopsis elata*

8. La synthèse des recommandations du Comité pour les plantes et du Comité permanent pour ce cas est jointe en annexe 1 au présent document. Le Secrétariat a présenté les dernières informations sur ce cas au Comité permanent lors de sa 74e session (SC74 ; Lyon, mars 2022) à travers le document [SC74 doc. 30.1](#) et [SC74 Doc. 30.1 Add.](#)
9. Depuis la 74^e session du Comité permanent, la République démocratique du Congo a demandé des quotas d'exportation pour *Pericopsis elata* pour les années 2022 et 2023 (voir annexe 2). Ces quotas ont été concertés avec la présidente du Comité pour les plantes et, selon qu'il convient, publiés sur le site web conformément à la recommandation a) du Comité pour les plantes. Lors de la détermination des quotas demandés par la République démocratique du Congo, le Secrétariat et la présidente du Comité pour les plantes ont pris en considération toutes les données pertinentes du [projet de la République démocratique du Congo](#) sur *Pericopsis elata* dans le cadre du Programme CITES sur les espèces d'arbres (CTSP).
10. Après examen de la synthèse figurant à l'annexe 1 et des informations complémentaires figurant à l'annexe 2, le Secrétariat note avec satisfaction l'avis du Comité pour les plantes sur les progrès accomplis par la République démocratique du Congo dans l'application des recommandations de l'ÉCI pour *Pericopsis elata*.

Un point sur les cas d'espèces sélectionnées à la suite de la CoP16 (2013)

République démocratique du Congo/ *Prunus africana*

11. La synthèse des recommandations du Comité pour les plantes et du Comité permanent pour ce cas est jointe en annexe 1 au présent document. Le Secrétariat a présenté les dernières informations sur ce cas au Comité permanent lors de sa 74e session (SC74 ; Lyon, mars 2022) à travers le document [SC74 doc. 30.1](#) et [SC74 Doc. 30.1 Add.](#)
12. Depuis la session du SC74, la République démocratique du Congo a demandé des quotas d'exportation pour *Prunus africana* pour les années 2022 et 2023 (voir annexe 2). Ces quotas ont été concertés avec la présidente du Comité pour les plantes et, selon qu'il convient, publiés sur le site web conformément à la recommandation a) du Comité pour les plantes, et sont également étayés sur les données correspondantes du [projet de la République démocratique du Congo](#) concernant *Prunus africana* dans le cadre du Programme CITES sur les espèces d'arbres.
13. Après examen de la synthèse figurant à l'annexe 1 et des informations complémentaires figurant à l'annexe 2, le Secrétariat sollicite l'avis du Comité pour les plantes sur les progrès accomplis par la République démocratique du Congo dans l'application des recommandations de l'ÉCI pour *Prunus africana*.

Un point sur les cas d'espèces sélectionnées à la suite de la CoP17 (2016)

Panama/*Dalbergia retusa*

14. La synthèse des recommandations du Comité pour les plantes et du Comité permanent pour ce cas est jointe en annexe 1 au présent document. Le Secrétariat a présenté les dernières informations sur ce cas au Comité permanent lors de sa 74e session (SC74 ; Lyon, mars 2022) à travers le document [SC74 doc. 30.1](#) et [SC74 Doc. 30.1 Add.](#)
15. Depuis la session du SC74, le Panama a soumis un Avis de commerce non préjudiciable ainsi qu'une demande de quota d'exportation zéro pour *Dalbergia retusa* pour l'année 2023. Les informations soumises par le Panama sont jointes en annexe 3 au présent document.
16. Après examen de la synthèse figurant à l'annexe 1 et des informations complémentaires figurant à l'annexe 3, le Secrétariat sollicite l'avis du Comité pour les plantes sur les progrès accomplis par le Panama dans l'application des recommandations de l'ÉCI pour *Dalbergia retusa*.

Recommandations

17. Le Comité pour les plantes est invité à :

- a) examiner le présent document et les progrès réalisés par les États de l'aire de répartition dans l'application des recommandations respectives de l'ÉCI, telles qu'elles figurent aux annexes 1 à 3 ;
- b) d'après ce qui précède, aider le Secrétariat à surveiller et à faciliter l'application des recommandations de l'ÉCI pour les trois combinaisons espèces/pays couvertes par le présent document, en apportant des informations spécifiques sur les progrès accomplis jusqu'à présent ; et,
- c) formuler toute recommandation supplémentaire que le Secrétariat examinera en préparation des consultations intersessions qui auront lieu avant son rapport au Comité permanent lors de la SC77, conformément au paragraphe 1 k) de la résolution Conf. 12.8 (Rev. CoP18).

POINTS SUR LES CAS EN COURS POUR EXAMEN PAR LE COMITÉ POUR LES PLANTES
EN PRÉPARATION DU RAPPORT DU SECRÉTARIAT AU COMITÉ PERMANENT LORS DE LA 77^E SESSION DU COMITÉ PERMANENT

Combinaison espèce/pays	Recommandations du PC et SC lorsqu'elles existent	État d'avancement de l'application des recommandations (y compris les réponses des États des aires de répartition)
République démocratique du Congo (CD) : <i>Pericopsis elata</i>	<u>Action à court terme (avant le 13 mai 2019)</u> a) Examiner et réviser, s'il y a lieu, en consultation avec le Secrétariat et la Présidente du Comité pour les plantes, le quota d'exportation pour l'espèce et communiquer le quota au Secrétariat. b) Avant d'augmenter d'une quelconque manière ce quota, les changements prévus doivent être communiqués par l'État de l'aire de répartition au Secrétariat et à la Présidente du Comité pour les plantes, avec une explication justifiant que le changement est prudent, d'après les estimations de prélèvement durable qui s'appuient sur les données scientifiques disponibles, pour qu'ils donnent leur accord. c) Expliquer comment les taux de conversion (des volumes de produits transformés en volumes équivalents de bois ronds), fondés sur des études scientifiques rigoureuses, sont calculés et fournir des informations à l'appui. d) Fournir des informations sur le taux et la gestion (y compris les contrôles aux frontières) du prélèvement artisanal, et la manière dont il en est tenu compte dans les ACNP. e) Lorsque les autres recommandations seront appliquées, indiquer la base scientifique ayant permis d'établir que les exportations ne nuisent pas à la survie de l'espèce et sont conformes aux paragraphes 2 a), 3 et 6 a) de l'Article IV de la Convention. Une attention particulière devrait être accordée à la manière dont les	<u>Concernant les recommandations a) et b) du Comité pour les plantes</u> Le quota pour 2018 (54 494 m3 de grumes, de bois scié et de feuilles de placage) a été fixé avant la sélection de cette combinaison espèce/pays à la phase 2 du processus d'ÉCI lors de la 24^e session du Comité pour les plantes (PC24). Depuis la PC24, la République démocratique du Congo a, conformément aux recommandations applicables, demandé des quotas annuels pour <i>P. elata</i> et présenté des informations à l'appui (y compris des avis de commerce non préjudiciable) pour les années 2019 à 2021. Ces quotas ont été soigneusement examinés par le Secrétariat et la présidente du Comité pour les plantes, et tous ont été approuvés pour publication, comme indiqué en dernier lieu par le Secrétariat lors de la 74^e session du Comité permanent, à travers le document SC74 Doc. 30.1 Add. Dans ce document, le Secrétariat a noté que les quotas convenus pour 2019 et 2020 représentaient une augmentation modérée par rapport à 2018, et qu'ils étaient soutenus par les ACNP communiqués par la CD, y compris les révisions mises à jour de la répartition des quotas infranationaux pour les concessions forestières concernées. Dans le cas du quota de 2021, le Secrétariat et la présidente du Comité pour les plantes ont noté qu'il représentait une augmentation significative par rapport à ceux de 2019 et 2020. Cependant, le quota est étayé sur les conclusions des résultats obtenus jusqu'à présent dans le cadre du projet correspondant du Programme CITES sur les espèces d'arbres (plus de détails ci-après). À la suite de consultations avec le coordinateur régional chargé du projet, le quota a été jugé

Combinaison espèce/pays	Recommandations du PC et SC lorsqu'elles existent	État d'avancement de l'application des recommandations (y compris les réponses des États des aires de répartition)									
	mesures prises ou qui seront prises par l'État de l'aire de répartition répondent aux préoccupations/ problèmes identifiés dans le cadre du processus d'étude du commerce important. Résultats de la SC74 f) <u>a reconnu</u> que la République démocratique du Congo avait appliqué les recommandations a) et b) du Comité pour les plantes ; g) <u>a reconnu</u> les progrès réalisés par la République démocratique du Congo en matière de mise en œuvre des recommandations c) à e) du Comité pour les plantes, compte tenu des résultats du projet correspondant dans le cadre du Programme CITES sur les espèces d'arbres ; h) <u>a recommandé</u> que la République démocratique du Congo continue de faire rapport au Secrétariat et à la Présidente du Comité pour les plantes sur la mise en œuvre des recommandations c) à e) du Comité pour les plantes et à les consulter pour fixer les quotas de conservation pour <i>P. elata</i> à partir de 2022, d'après les conclusions correspondantes des résultats à venir du projet concerné dans le cadre du Programme CITES sur les espèces d'arbres ; et i) <u>a encouragé</u> la RDC à terminer la mise en œuvre de toutes les recommandations restantes, à temps pour que la question puisse être examinée à la 77e session du Comité permanent.	justifié par : les paramètres disponibles de toutes les concessions forestières associées au quota ; les inventaires forestiers qui ont été réalisés ; et une réduction de 40 % de prélèvement sur le stock durable exportable. Les demandes de quotas pour 2022 et 2023 pour CD/<i>Pericopsis elata</i> à la suite de la 74^e session du Comité permanent ont également été discutées par le Secrétariat avec la présidente du Comité pour les plantes. Le quota de 2022 a été approuvé et publié sur le site web, car il reste dans les limites des années précédentes et est appuyé par les résultats correspondants du projet CTSP : <table data-bbox="1267 708 2047 887"> <tr> <th colspan="3">Quotas d'exportation CD/ <i>Pericopsis elata</i></th></tr> <tr> <th>Année</th><th>Quota/Unité</th><th>Spécimens</th></tr> <tr> <td>2022</td><td>77 976 m³</td><td>Grumes, bois scié, feuilles de placage</td></tr> </table> Pour l'année 2023, la CD a demandé un quota d'exportation pour <i>P. elata</i> de 90 620 m³ de grumes, bois scié et feuilles de placage (voir annexe 2). Comme cela représente une augmentation par rapport à 2022, le Secrétariat a provisoirement affiché le quota comme étant « en préparation » et, au moment de la rédaction de ce document, la quantité demandée est toujours en discussion avec la présidente du Comité pour les plantes et la CD. Le Secrétariat fera le point oralement au cours de la présente session sur les résultats des consultations qui ont lieu avec la CD concernant la demande de quotas pour <i>P. elata</i> pour 2023.	Quotas d'exportation CD/ <i>Pericopsis elata</i>			Année	Quota/Unité	Spécimens	2022	77 976 m ³	Grumes, bois scié, feuilles de placage
Quotas d'exportation CD/ <i>Pericopsis elata</i>											
Année	Quota/Unité	Spécimens									
2022	77 976 m ³	Grumes, bois scié, feuilles de placage									

Combinaison espèce/pays	Recommandations du PC et SC lorsqu'elles existent	État d'avancement de l'application des recommandations (y compris les réponses des États des aires de répartition)
		<u>Concernant les recommandations c) à e) du Comité pour les plantes</u> La République démocratique du Congo participe à un projet en cours dans le cadre du Programme CITES sur les espèces d'arbres intitulé « Avis de commerce non préjudiciable de <i>Pericopsis elata</i>, <i>Guibourtia demeusei</i>, et <i>Prunus africana</i> en République démocratique du Congo ». Comme indiqué par le Secrétariat dans le document (voir SC74 Doc. 14), les résultats obtenus jusqu'à présent concernant <i>P. elata</i> sont les suivants : 1. le plus haut niveau de développement en matière de recherche, de gestion et de récolte, la transformation, le contrôle et la surveillance bien établis pour chaque espèce d'arbre ; 2. des études socio-économiques pour chaque espèce d'arbre ; et, 3. une analyse des données des plans de gestion pour <i>Pericopsis elata</i> et <i>Guibourtia tessmanii</i>. Depuis la 74^e session du Comité permanent, les derniers résultats du CTSP concernant la République démocratique du Congo/<i>Pericopsis elata</i> sont accessibles ici.
République démocratique du Congo (CD): <i>Prunus africana</i>	<u>Action à court terme (avant le 22 mars 2018)</u> a) Examiner et réviser, s'il y a lieu, en consultation avec le Secrétariat et la Présidente du Comité pour les plantes, le quota d'exportation pour l'espèce et communiquer le quota au Secrétariat. Le quota doit être prudent. b) Avant d'augmenter d'une quelconque manière ce quota, les changements prévus doivent être communiqués par l'État de l'aire de répartition au Secrétariat et à la Présidente du Comité pour les plantes, avec une explication justifiant que le changement est prudent, d'après les estimations de prélèvement durable qui s'appuient sur les données scientifiques disponibles, pour qu'ils donnent leur accord.	<u>Concernant les recommandations a) et b) du Comité pour les plantes</u> Dans le document SC70 Doc. 29.1, le Secrétariat explique le contexte de l'établissement du quota de 2018 pour <i>P. africana</i>, convenu en consultation avec le Secrétariat et la présidente du Comité pour les plantes, qui a été jugé comme conservatoire sur la base des informations contenues dans le dossier justificatif (également résumées dans le document SC70 Doc. 29.1). Dans une lettre datée du 13 février 2019, la CD a communiqué ses propositions de quotas d'exportation pour la faune et la flore de 2019, y compris un quota pour 2019 pour <i>P. africana</i> de 102 tonnes d'écorces sèches. Un quota équivalent pour <i>P. africana</i> de 102 tonnes d'écorce sèche a été publié pour 2020.

	<u>Action à long terme (avant le 22 septembre 2019)</u> c) Élaborer et appliquer une gestion sous-régionale prévoyant des mesures de gestion du prélèvement clairement définies (par exemple, périodes de rotation minimales, DHP minimal, bonnes techniques d'exploitation, impact du prélèvement sur les arbres ciblés) d) Entreprendre le suivi de l'impact du prélèvement et appliquer des limites de prélèvement et d'exportations selon les résultats du suivi. <u>Résultats de la SC70</u> À sa 70e session, le Comité permanent a : e) pris acte des progrès accomplis par la République démocratique du Congo afin de mettre en œuvre la recommandation a) du Comité pour les plantes ; et f) encouragé la République démocratique du Congo à finaliser la mise en œuvre des recommandations restantes d'ici au 22 septembre 2019, notamment en élaborant et en appliquant des plans de gestion pour les quatre provinces du pays où <i>P. africana</i> est présent, et en surveillant les incidences des quotas d'exportation convenus. <u>Résultats de la SC74</u> g) <u>a reconnu</u> que la République démocratique du Congo a appliqué la recommandation a) du Comité pour les plantes ; h) <u>a reconnu</u> les progrès réalisés par la République démocratique du Congo en matière de mise en œuvre des recommandations b) à d) du Comité pour les plantes, et encourage ce pays à partager, avec la Présidente du Comité pour les plantes, les résultats du projet correspondant dans le cadre du Programme CITES sur les espèces d'arbres, dans le but de pleinement mettre en œuvre lesdites recommandations ; i) <u>a recommandé</u> à la République démocratique du Congo de présenter des données de suivi sur les effets	Les quotas ci-dessus ont été approuvés pour publication en consultation avec le Secrétariat et la présidente du Comité des plantes, étant donné qu'ils restent identiques au quota de conservation de 2018. Les demandes de quotas par la CD pour <i>Prunus africana</i> pour les années 2022 et 2023 (voir annexe 2) ont été discutées par le Secrétariat avec la présidente du Comité pour les plantes et approuvées pour publication car elles restent dans les limites des années précédentes et sont soutenues par les résultats probants du projet CTSP (voir ci-après). En résumé, les quotas publiés jusqu'à présent pour CD/<i>Prunus africana</i> depuis le dernier rapport du Secrétariat sur ce cas lors de la 74e session du Comité permanent sont les suivants : <table border="1" data-bbox="1395 616 1921 845"> <tr> <th colspan="3">Quotas d'exportation CD/<i>Prunus africana</i></th></tr> <tr> <th>Année</th><th>Quota/Unité</th><th>Spécimens</th></tr> <tr> <td>2022</td><td>396 000 kg</td><td>Écorce sèche</td></tr> <tr> <td>2023</td><td>396 000 kg</td><td>Écorce sèche</td></tr> </table> <u>Concernant les recommandations c) et d) du Comité pour les plantes et les recommandations associées du Comité permanent</u> La République démocratique du Congo participe à un projet en cours dans le cadre du Programme CITES sur les espèces d'arbres intitulé « Avis de commerce non préjudiciable de <i>Pericopsis elata</i>, <i>Guibourtia demeusei</i>, et <i>Prunus africana</i> en République démocratique du Congo ». Comme indiqué par le Secrétariat dans le document (voir SC74 Doc. 14), les résultats obtenus jusqu'à présent concernant <i>P. africana</i> sont les suivants : 1. le plus haut niveau de développement en matière de recherche, de gestion et de récolte, la transformation, le contrôle et la surveillance bien établis pour chaque espèce d'arbre ; 2. des plans de gestion simples pour, <i>Prunus africana</i> déployés dans le massif forestier de Luenge, Butembo, bien avancés dans le Nord-Kivu ;	Quotas d'exportation CD/ <i>Prunus africana</i>			Année	Quota/Unité	Spécimens	2022	396 000 kg	Écorce sèche	2023	396 000 kg	Écorce sèche
Quotas d'exportation CD/ <i>Prunus africana</i>														
Année	Quota/Unité	Spécimens												
2022	396 000 kg	Écorce sèche												
2023	396 000 kg	Écorce sèche												

Combinaison espèce/pays	Recommandations du PC et SC lorsqu'elles existent	État d'avancement de l'application des recommandations (y compris les réponses des États des aires de répartition)
	des quotas d'exportation annuels convenus pour 2019 et 2020 sur l'état de la population de <i>P. africana</i> dans les régions exploitées ; j) <u>a recommandé</u> à la République démocratique du Congo, avant de pleinement mettre en œuvre les recommandations restantes, et toute augmentation du quota actuellement publié, de communiquer avec le Secrétariat et la présidente du Comité pour les plantes concernant les sources scientifiques ayant permis d'établir que les exportations ne nuiront pas à la survie de l'espèce dans la nature et sont conformes aux paragraphes 2 a), 3 et 6 a) de l'Article IV de la Convention ; k) <u>a encouragé</u> la République démocratique du Congo à établir et communiquer au Secrétariat un quota d'exportation zéro pour les régions dans lesquelles elle n'a pas l'intention d'exploiter <i>Prunus Africana</i> ; et l) <u>a encouragé</u> la République démocratique du Congo à terminer la mise en œuvre de toutes les recommandations restantes, à temps pour que la question puisse être examinée à la 77e session du Comité permanent.	3. une mise à jour des plans de gestion simple pour <i>Prunus africana</i> dans la zone de Walikalé ; et, 4. des ACNP pour <i>Prunus africana</i>. Depuis la 74^e session du Comité permanent, les derniers résultats du CTSP concernant la République démocratique du Congo/<i>Prunus africana</i> ont été publiés et sont accessibles ici.
Panama (PA) : <i>Dalbergia retusa</i>	<u>Actions à court terme (avant le 20 décembre 2018)</u> a) Établir un quota d'exportation intérimaire zéro, et informer le Secrétariat CITES de ce quota afin qu'il puisse l'intégrer dans la section des quotas d'exportation nationaux sur le site web de la CITES. Avant de reprendre le commerce, le Secrétariat et la Présidente du Comité pour les plantes devraient être informés du processus ayant permis de réaliser l'avis de commerce non préjudiciable, et donner leur accord. b) Expliquer l'interdiction actuelle, les inventaires qui ont été réalisés, les mesures de contrôle sur le prélèvement, les systèmes de suivi et les mécanismes d'établissement des rapports.	<u>Concernant les recommandations a) et b) du Comité pour les plantes et la recommandation g) du Comité permanent</u> Depuis la 74^e session du Comité permanent, le Panama a soumis un ACNP ainsi qu'un quota d'exportation zéro pour l'année 2023 (voir l'annexe 3 du présent document). Le rapport d'ACNP comprend des informations actualisées sur l'état de conservation et la gestion de <i>Dalbergia retusa</i> au Panama, y compris des informations sur des sites précis où des inventaires ont été réalisés. Cependant, il n'est pas certain que ces inventaires constituent un échantillon représentatif des populations de l'espèce au Panama. Selon le principe de précaution, compte tenu des lacunes en matière d'information et des menaces que représente le commerce

Combinaison espèce/pays	Recommandations du PC et SC lorsqu'elles existent	État d'avancement de l'application des recommandations (y compris les réponses des États des aires de répartition)
	<u>Actions à long terme (avant le 20 mai 2020)</u> c) Examiner et, s'il y a lieu, réviser les systèmes de gestion en vigueur, notamment la manière dont les niveaux de population sont calculés et le taux de prélèvement durable évalué, en tenant compte du niveau et de la fréquence du prélèvement, des taux de croissance annuels de l'espèce et de la localisation du prélèvement. Examiner de manière critique les mesures de suivi, les rapports sur ces mesures et leur évaluation, évaluer leur efficacité et amender ces mesures s'il y a lieu. Globalement, l'étude devrait viser à garantir un processus efficace d'ACNP avec des mesures de gestion du prélèvement clairement définies (par exemple, périodes de rotation minimum, DHP minimum, bonnes techniques de prélèvement, impact du prélèvement) avec un système de suivi efficace et localement adapté. d) Entreprendre le suivi de l'impact du prélèvement et appliquer des limites de prélèvement et d'exportations selon les résultats du suivi. e) Lorsque les autres recommandations seront appliquées, indiquer la base scientifique ayant permis d'établir que les exportations ne nuisent pas à la survie de l'espèce et sont conformes aux paragraphes 2 a), 3 et 6 a) de l'Article IV de la Convention. Une attention particulière devrait être accordée à la manière dont les mesures prises ou qui seront prises par l'État de l'aire de répartition répondent aux préoccupations/ problèmes identifiés dans le cadre du processus d'étude du commerce important. Résultats de la SC74 f) a prié le Panama de mettre en œuvre les recommandations a) à e) dans les trois mois avant le délai fixé pour la soumission des documents de la 77e session du Comité permanent ; et	international pour cette espèce, un ACNP négatif est justifié en tant que mesure à court terme pour cette combinaison espèce/pays. En conséquence, le Secrétariat a publié ce quota zéro d'exportation pour 2023 sur le site web.

Combinaison espèce/pays	Recommandations du PC et SC lorsqu'elles existent	État d'avancement de l'application des recommandations (y compris les réponses des États des aires de répartition)
	g) si le Panama ne respecte pas ce délai, a chargé le Secrétariat de publier un quota d'exportation zéro comme mesure provisoire, et a encouragé le Panama à mettre en œuvre les recommandations restantes à temps pour que la question puisse être examinée à la 77e session du Comité permanent.	



République Démocratique du Congo
INSTITUT CONGOLAIS POUR LA CONSERVATION DE LA NATURE
ORGANE DE GESTION CITES



Kinshasa, le 30 JAN 2023

N/Réf.: 014/ICCN/O.G/C.CITES/ANG/04/04.4/2023

Transmis copie pour information à :

- Monsieur le Président du Conseil d'Administration de l'ICCN ;
- Monsieur le Directeur Général de l'Institut Congolais pour la Conservation de la Nature (ICCN) ;
- Monsieur le Directeur Général Adjoint de l'Institut Congolais pour la Conservation de la Nature (ICCN) ;

(Tous) à Kinshasa/Gombe

- Monsieur le Président du Comité pour les Plantes de la CITES ;
- Monsieur Juan Carlos Vasquez, Chief, Legal and compliance Unit, Secrétariat de la CITES ;
- Mademoiselle Penelope Anne Benn, Reseach Assistant, Regulatory Service, Secrétariat de la CITES.

(Tous) à Genève/Suisse

A Madame Ivonne HIGUERO, Secrétaire Générale de la CITES, Maison internationale de l'Environnement, 11 chemin des Anémones, ch-1219, châtelaine

Fax : +41-22-797-3417

Mail : infos@Cites.org

à Genève/Suisse

**Objet : Transmission quotas d'exportation 2023 pour
Publication sur le site web de la CITES**

Madame la Secrétaire Générale,

J'ai l'honneur de vous transmettre, en annexe, les quotas d'exportation des spécimens d'espèces de faune et de flore sauvages de la République Démocratique du Congo pour l'exercice 2023. Ces quotas ont été fixés à l'issue de la réunion du Comité National CITES restreint tenue du 24 au 30 janvier 2023, conformément à l'article 19 de l'arrêté ministériel n°021 /CAB/MIN/EDD/ MN/WF /05/2017 portant transfert de l'Organe de Gestion CITES à l'Institut Congolais pour la Conservation de la Nature.

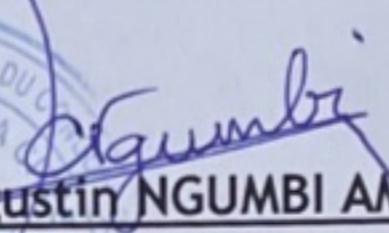
Concernant *Pericopsis elata*, le quota se chiffre à 92 620 m³ équivalent bois rond. Il repose sur la 4^e édition du document d'Avis de Commerce Non Préjudiciable de *Pericopsis elata* réalisé dans le cadre du Projet CITES-TREES.

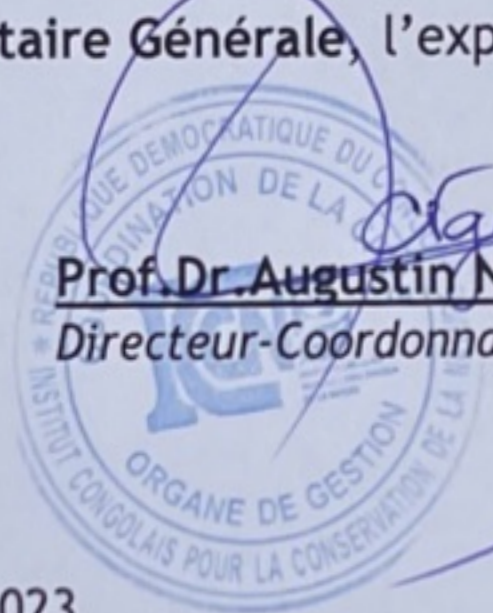
Le quota de *Guibourtia demeusei* est fixé à 14 895 m³ équivalent bois rond. Il se fonde sur le document de la 1^{ère} édition de l'Avis de Commerce Non Préjudiciable de *Guibourtia demeusei*, produit dans le cadre du Projet CITES-TREES. Il n'a pas connu d'augmentation par rapport aux années antérieures en raison de la faible demande des opérateurs économiques.

Le quota de *Prunus africana* est proposé à 396.000Kg d'écorces sèches, lequel quota était fixé après consultation du 12/05/2022 entre l'Organe de Gestion CITES/RDC, le Secrétariat et la Présidente du Comité pour les Plantes. Il s'appuie sur le document d'Avis de Commerce Non Préjudiciable de *Prunus africana* édition 2021 rédigé dans le contexte du Projet CITES-TREES.

Je sollicite, par cette même occasion, la réunion de consultation avec le Secrétariat et le Président du Comité pour les plantes, en vue de la fixation définitive des quotas de *Pericopsis elata* et de *Prunus africana* pour l'exercice 2023.

Veuillez agréer, Madame la Secrétaire Générale, l'expression de ma considération distinguée.


Prof. Dr. Augustin NGUMBI AMURI
Directeur-Coordonnateur de la cîtes



Annexes : Document des Quotas 2023



PROCES-VERBAL N° 001/CN.CITES/RDC/2023 DU 30 JANVIER 2023

L'an deux mille vingt-trois, le trentième jour du mois de janvier, il se tient, dans la salle des réunions de l'Institut Congolais pour la Conservation de la Nature (ICCN) sise n°28 avenue Batetela, la première réunion du Comité National CITES restreinte.

La réunion est convoquée et présidée par l'Organe de Gestion, Professeur Augustin NGUMBI AMURI, Directeur-Coordonnateur de la CITES, conformément à l'Arrêté Ministériel n°021/CAB/MIN/EDD/AAN/WF/05/2017 du 31 août 2017 portant transfert de l'Organe de Gestion CITES à l'ICCN, spécialement en ses articles 3, 14, 15 et 19.

L'ordre du jour de la réunion qui connaît la participation de l'Organe de Gestion, des Autorités Scientifiques, des Exploitants et des Partenaires techniques et financiers dont les noms sont repris sur la liste de présences en annexe, comporte un seul point principal à savoir : La fixation et la validation du Quota d'exportation des spécimens d'espèces de faune sauvage de la RDC inscrites à l'Annexe II de la CITES pour l'exercice 2023.

L'ordre du jour est enrichi par les exposés de l'Organe de Gestion et des Autorités scientifiques sur la projection d'un documentaire sur l'Avis de Commerce Non Préjudiciable de *Pericopsis elata* (Afrormosia), de *Guibourtia demeusei* (Bubinga) et de *Prunus africana* (Pygeum) du Projet « CITES TREES », la Restitution de la participation de la RDC à la dix-neuvième conférence des Parties (CoP19) à la CITES tenue du 24 au 30 novembre 2022 à Panama City en Amérique latine, le Résumé des lignes directrices de la CITES sur la fixation des quotas, les Recommandations de la CITES concernant la fixation des quotas, la gestion des quotas des espèces sauvages dans le Secteur faune sauvage, le Rapport résumé sur la consommation des quotas d'exportation des spécimens d'espèces de faune sauvage de la RDC inscrites aux annexes de la CITES pour l'exercice 2022, les informations biologiques (*noms scientifique et commun de l'espèce, tendances des populations des espèces, aire de répartition à l'échelle nationale de chaque espèce, menaces générales connues au niveau national, statut de chaque espèce par rapport à l'UICN, à la CITES, à la CMS et à la RDC*) concernant les espèces des Cercopithèques, des Mammifères, des Oiseaux, des Reptiles et des Poissons figurant dans le projet du quota 2023. Ces exposés sont suivis de jeux questions-réponses des participants.

Ainsi, après débats et délibérations, le Comité National CITES réuni en session restreinte fixe et adopte le quota d'exportation des spécimens d'espèces de faune de la RDC inscrites à l'Annexe II de la CITES pour l'exercice 2023 dans le tableau repris en annexe.

Fait à Kinshasa, l'an, le jour, le mois et la date que dessus.

Les Autorités Scientifiques CITES/RDC

Autorité Scientifique/Faune pour les Grands
singes et autres espèces de faune
Dr. DINGANGA TRA NDETO

Directeur-Chef de Site du Jardin Zoologique de
Kinshasa

Autorité Scientifique/Faune pour les Poissons
et Amphibiens
Professeur Soleil WAMWINI LUNKAYILAKIO

Département de Biologie de la Faculté des
Sciences Exactes
Institut Supérieur Pédagogique de Mbanza-Ngungu



République Démocratique du Congo
Convention sur le commerce international des espèces de faune
et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES)
COMITE NATIONAL CITES



Autorité Scientifique/Faune pour les Reptiles
Monsieur Jackson MALUKISA MBUANGO

Directeur Scientifique du Centre Antivenimeux (CAV)

Autorité Scientifique/Faune pour les Oiseaux
Professeur Frank BAPEAMONI

Département d'Ecologie et Gestion des Ressources
Animales de la Faculté des Sciences/UNIKIS

Organe de Gestion CITES/RDC

Professeur Dr. Augustin NGUMBI AMURI ;

Directeur-Coordonnateur de la CITES



République Démocratique du Congo
Convention sur le commerce international des espèces de faune
et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES)
COMITE NATIONAL CITES



PROJET DU QUOTA D'EXPORTATION DES SPECIMENS D'ESPECES DE
FAUNE SAUVAGE DE LA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE
DU CONGO POUR L'EXERCICE 2023

N°	Espèces	Quotas	Types de spécimens	Annexes	OBSERVATION
MAMMALIA					
1	<i>Cercopithecus lhoesti</i>	100	Spécimens vivants, sauvages	II	-
2	<i>Cercopithecus mitis</i>	150	Spécimens vivants, sauvages	II	-
3	<i>Cercopithecus denti</i>	200	Spécimens vivants, sauvages	II	-
4	<i>Cercopithecus neglectus</i>	200	Spécimens vivants, sauvages	II	-
5	<i>Cercopithecus nictitans</i>	150	Spécimens vivants, sauvages	II	-
6	<i>Cercopithecus pogonias</i>	100	Spécimens vivants, sauvages	II	-
7	<i>Cercopithecus wolfi</i>	150	Spécimens vivants, sauvages	II	-
8	<i>Chlorocebus tantalus</i>	100	Spécimens vivants, sauvages	II	-
9	<i>Colobus angolensis</i>	50	Spécimens vivants, sauvages	II	-
10	<i>Lophocebus albigena</i>	100	Spécimens vivants, sauvages	II	-
11	<i>Lophocebus aterrimus</i>	150	Spécimens vivants, sauvages	II	-
12	<i>Panthera pardus</i>	5	Peaux, spécimens sauvages	I	-
13	<i>Perodicticus potto</i>	100	Spécimens vivants, sauvages	II	-
AVES					
14	<i>Aquila africana</i>	20	Spécimens vivants, sauvages	II	-
15	<i>Aquila spilogaster</i>	40	Spécimens vivants, sauvages	II	-
16	<i>Aquila verreauxii</i>	40	Spécimens vivants, sauvages	II	-
17	<i>Haliaeetus vocifer</i>	60	Spécimens vivants, sauvages	II	-
18	<i>Poicephalus gulielmi</i> ±	450	Spécimens vivants, sauvages	II	Quota fixé par le Comité Permanent



République Démocratique du Congo
Convention sur le commerce international des espèces de faune
et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES)
COMITE NATIONAL CITES



19	<i>Polemaetus bellicosus</i>	20	Spécimens vivants, sauvages	II	-
20	<i>Stephanoaetus coronatus</i>	10	Spécimens vivants, sauvages	II	-
REPTILIA					
21	<i>Chamaeleo dilepis</i>	100	Spécimens vivants, sauvages	II	-
22	<i>Chamaeleo gracilis</i>	100	Spécimens vivants, sauvages	II	-
23	<i>Cycloderma aubryi</i>	100	Spécimens vivants, sauvages	II	-
24	<i>Kinixys belliana</i>	100	Spécimens vivants, sauvages	II	-
25	<i>Kinixys spekii</i>	100	Spécimens vivants, sauvages	II	-
26	<i>Kinyongia carpenteri</i>	10	Spécimens vivants, sauvages	II	-
27	<i>Python sebae</i>	50	Spécimens vivants/peaux, sauvages	II	-
28	<i>Trioceros bitaeniatus</i>	100	Spécimens vivants, sauvages	II	-
29	<i>Trioceros ellioti</i>	50	Spécimens vivants, sauvages	II	-
30	<i>Trioceros johnstoni</i>	1,000	Spécimens vivants, sauvages	II	-
31	<i>Varanus albigularis</i>	2000	Spécimens vivants, sauvages	II	-
32	<i>Varanus exanthematicus</i>	50	Spécimens vivants, sauvages	II	-
33	<i>Varanus niloticus</i>	50	Spécimens vivants, sauvages	II	-
ACTINOPTERI					
34	<i>Caecobarbus geertsii</i>	20	Spécimens vivants/morts, sauvages	II	Prélèvement & uniquement à des fins non commerciales

Augustin NGUMBI
Directeur-Coordinateur CITES

Fait à Kinshasa, le 30/01/2023

Les Membres du Comité National CITES, session restreinte

AUTORITE SCIENTIFIQUE

Dr. Simon DINGANGA TRA NDOYO

M. A. LUKISA



PROCES-VERBAL N° 002/CN.CITES/RDC/2023 DU 30 JANVIER 2023

L'an deux mille vingt-trois, le trentième jour du mois de janvier, il se tient à Kinshasa, capitale de la République Démocratique du Congo, la deuxième réunion du Comité National CITES restreint.

La réunion est convoquée et présidée par le Directeur-Coordonnateur de la CITES, le Professeur Augustin NGUMBI AMURI, conformément à l'Arrêté Ministériel n° 021/CAB/MIN/EDD/AAN/WF/05/2017 du 31 août 2017 portant transfert de l'Organe de Gestion CITES à l'ICCN, spécialement en ses articles 3, 14, 15 et 19.

1) Ordre du jour

L'ordre du jour de la réunion qui connaît la participation de l'Organe de Gestion, des Autorités Scientifiques, des Exploitants et des Partenaires techniques et financiers dont les noms sont repris sur la liste de présences en annexe, comporte un seul point principal à savoir : la fixation des quotas d'exportation des espèces de flore sauvage de la République Démocratique du Congo inscrites à l'annexe II de la CITES pour l'exercice 2023.

Cet ordre du jour a été enrichi par les exposés de l'Organe de Gestion et des Autorités scientifiques sur la projection d'un documentaire sur l'Avis de Commerce Non Préjudiciable de *P.elata*, *Guibourtia demeusei* et *Prunus africana* du Projet « CITES-STREES », la Restitution de la participation de la RDC à la dix-neuvième conférence des Parties à la CITES tenue du 24 au 30 novembre 2022 à Panama City en Amérique latine, le Résumé des lignes directrices de la CITES sur la fixation des quotas, les Recommandations de la CITES concernant la fixation des quotas dans le Secteur de la flore sauvage, les Progrès réalisés dans la mise en œuvre des recommandations de la CITES concernant l'actualisation des Plans simple de gestion de Pygeum (*Prunus africana*), le Bilan d'utilisation des quotas d'exportation 2019 pour *P. elata*, ainsi que 2022 pour *Guibourtia demeusei* et *Prunus africana*, l'apport des Avis de Commerce Non Préjudiciable (ACNP) de *P. elata* et *Guibourtia demeusei* et de *Prunus africana* dans la fixation des quotas d'exportation, Présentation du projet de quotas d'exportation de *P. elata* et de *G. demeusei* et de *Prunus africana* 2023 et leurs soubassements.

Ces exposés sont suivis de jeux des questions-réponses des participants.

2) Déroulement de la réunion et décisions

- a) Conformément aux dispositions reprises dans l'ACNP 4^{ème} édition du *P. elata* 2021, six(6) sociétés ont présenté les demandes de quota d'exportation de l'exercice 2023 pour un volume total de **92 620 m³** équivalent bois-rond. Mais, le Comité National CITES restreint décide de convoquer tout d'abord une réunion tripartite de concertation entre Organe de gestion, Autorité scientifique *P. elata* et exploitation concernés, en vue de vider la question préalables liés au principe de fixation des quotas d'exportation *P.elata* instauré à dater de l'année 2021. Ensuite, dans le contexte de l'étude du commerce important, les résultats issus de cette réunion de concertation seront soumis au Secrétariat CITES et au Comité pour les plantes pour consultation avant la fixation du quota définitif de *P.elata*.

27/01/23



République Démocratique du Congo
Convention sur le commerce international des espèces de faune
et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES)
COMITE NATIONAL CITES



- b) Concernant le *G. demeusei*, en raison de la faible demande, le Comité National CITES restreint a reconduit le quota de l'exercice 2022 du *G. demeusei* qui est de **14 895 m³**. Ce quota repose sur le document d'Avis de Commerce Non Préjudiciable de *Guibourtia demeusei* 1^{ère} édition 2021.
- c) Quant au *Prunus africana*, le Comité National CITES Restreint décide de reconduire le quota de l'exercice 2022 qui se chiffre à **396 000Kg** d'écorces sèches. Ce quota, qui n'a pas été utilisé à cause de la faible demande, en 2022. Il s'appuie sur le document d'Avis de Commerce non Préjudiciable (ACNP), édition 2021, réalisé dans le cadre du projet CITES-TREES. Il était fixé après consultation du 12/05/2022 entre l'Organe de Gestion CITES/RDC, le Secrétariat et la Présidente du Comité pour les Plantes.

3) Clôture de la réunion

Ainsi, après débats et délibérations, le Comité National CITES restreint fixe le quota d'exportation des spécimens d'espèces de la flore sauvage de la RDC inscrites à l'Annexe II de la CITES pour l'exercice 2023 dans le tableau repris en annexe.

Fait à Kinshasa, l'an, le jour, le mois et la date que dessus.

Les Autorités Scientifiques CITES/RDC

Autorité Scientifique/Flore pour le *Pericopsis elata*
et *Guibourtia spp.*
Monsieur Patrick MAMBOLEO-YA-PATHY

Autorité Scientifique/Flore pour le *Prunus africana*
Professeur Martin BITIJULA MAYIMBA

Directeur, Chef de Service, chargé de la Conservation
de la Nature au Ministère de l'Environnement et
Développement Durable

Département de Gestion des Ressources Naturelles de
la Faculté des Sciences Agronomiques
Université de Kinshasa

Organe de Gestion CITES/RDC
Professeur Dr. Augustin NGUMBI AMURI ;

Directeur-Coordonnateur de la CITES



A. POSSIBILITES FORESTIERES DES AAC ELIGIBLES AU QUOTA 2023

Sur la base des rapports d'inventeurs d'exploitation (PAO) validés par l'Administration forestière, la possibilité forestière de l'ensemble des AAC s'élève à **114 954 m3 Equivalent bois rond**.

Tableau 1 : Possibilités forestière par AAC / SSA et détails des paramètres de gestion de l'Afrormosia.

Société	Nb titre	N° de CCF	N°AAC	Province	Superficie Série de production pour AAC (ha)	Engagement dans le processus d'aménagement	DMA (cm)	Possibilité forestière (en m³)	Source des estimations
BEGO CONGO	1	022/11	1.2	Tshopo	2 081	PAF Validé	70	4 050	PAO
IFCO	1	018/11	2.4	Tshopo	6 060	PAF Validé	70	24 063	PAO
FORABOLA	1	036/11	1.2	Mongala	3 585	PAF Validé	80	3 185	PAO
SODEFOR	3	037/11	1.5	Tshopo	5 082	PAF Validé	90	10 105	PAO
		042/11	1.5	Tshopo	6 599	PAF Validé	80	4 923	PAO
		064/11	1.5	Tshopo	8 043	PAF Validé	70	4 123	PAO
EST KL	1	015/18	1.3	Tshopo	4 604	PAF Validé	80	2 171	PAO
BOOMING GREEN	5	026/11 & 027/11 & 052b/14 & 054/14 & 053/11	1.2	Mongala Tshuapa Tshopo	33 299	PAF Validé	70	62 334	PAO
TOTAL	12	-		-	69 438		-	114 954	-

Conformément au tableau :

- Six (6) sociétés ont déposé leurs Plans Annuels d'Opération (PAO) pour **12 concessions forestières** ;
- La superficie de la **série de production** de l'ensemble des Assiettes Annuelles de Coupe (AAC) s'élève à **69 438** hectares.



B. PRESENTATION DU QUOTA DU *P. ELATA* EXERCICE 2023

Le quota national d'exportation du *P. elata* (Afrormosia) est de **92 620 m³**
Equivalent Bois Rond (EBR).

En effet, par sa lettre n°480/BG/KIN/DGA/NS/2023 du 30 décembre 2022 adressée à l'Autorité scientifique, monsieur le Directeur Gérant Administratif de BOOMING GREEN DRC a sollicité un quota de **40 000 m³** sur les **62 334 m³** que représente sa possibilité forestière de la SSA qui couvre près de **48 % de la série de production** et **54 % de la possibilité forestière** pour l'ensemble des Assiettes Annuelles de Coupe (AAC) éligibles au quota 2023.

Raison pour laquelle, tenant compte du contexte « d'étude du commerce important » pour l'espèce ainsi que les difficultés de dénicher le marché à l'extérieur, la société a formulé cette demande de réduction de son quota.

Tableau 2 : **TABLEAU DES QUOTAS D'EXPORTATION DES AAC ELIGIBLES AU QUOTA 2023**

Société	Nb titre	N° de CCF	N°AAC	Province	Superficie Série de production pour AAC (ha)	Engagem ent dans le processus d'aménagement	DMA (cm)	Possibilité forestière (en m3)	Source des estimations
BEGO CONGO	1	022/11	1.2	Tshopo	2 081	PAF Validé	70	4 050	PAO
IFCO	1	018/11	2.4	Tshopo	6 060	PAF Validé	70	24 063	PAO
FORABOLA	1	036/11	1.2	Mongala	3 585	PAF Validé	80	3 185	PAO
SODEFOR	3	037/11	1.5	Tshopo	5 082	PAF Validé	90	10 105	PAO
		042/11	1.5	Tshopo	6 599	PAF Validé	80	4 923	PAO
		064/11	1.5	Tshopo	8 043	PAF Validé	70	4 123	PAO
EST KL	1	015/18	1.3	Tshopo	4 689	PAF Validé	80	2 171	PAO
BOOMING GREEN	5	026/11& 027/11 052b/14 &	1.2	Tshuapa Tshopo	33 299	PAF Validé	70	40 000	PAO

af 31/01/23



République Démocratique du Congo
Convention sur le commerce international des espèces de faune
et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES)
COMITE NATIONAL CITES



		054/14 & 053/14							
TOTAL	12	-		-	69 438		-	92 620	-

Conformément au tableau :

- Six sociétés forestières de l'aire de répartition de l'Afrormosia sont bénéficiaires du quota 2023 ;
- Ce quota est intimement lié à la possibilité forestière des Assiettes Annuelles de Coupe et/ou de la Superficie Sous Aménagement (SSA) dont la superficie totale de la série de production s'élève à 69 438 hectares ;
- Le volume moyen à l'hectare composant le quota 2023 s'élève à 1,33 m³/hectare.

0 31/23

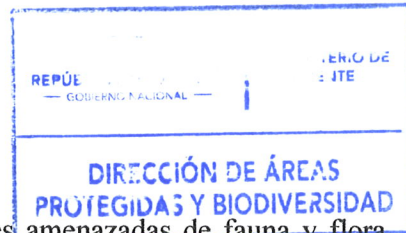
Panamá, 12 de abril de 2023
DAPB-N-0303-2023

Señora
IVONNE HIGUERO

Secretaria General

Convención sobre el Comercio Internacional de especies amenazadas de fauna y flora silvestre (CITES)

En Su Despacho



Señora Higuero:

Sirva la presente para felicitarle por tan buena labor desarrollada en beneficio de la vida silvestre a nivel mundial, y los esfuerzos establecidos para un mejor manejo de la fauna y flora silvestre amenazadas por el comercio internacional.

Con la presente misiva, deseamos informar que el Ministerio de Ambiente, en su calidad de Autoridad Administrativa CITES para Panamá, y cumpliendo nuestras obligaciones ante la Convención, hemos acordado:

- Adoptar las medidas recomendadas por la Autoridad Científica CITES de Panamá establecidas en el Dictámen de Extracción NO Perjudicial de Cocobolo (*Dalbergia retusa*) y de ésta forma suspender, desde el 01 de diciembre de 2022, la emisión de permisos para la exportación de especímenes de dicho recurso.
- Convocar reuniones con la Autoridad Científica CITES de Panamá, con el fin de establecer futuras estrategias de trabajo y poder desarrollar nuevas evaluaciones de DENP para la especie.
- Asignar nuevas Autoridades Científicas, de instancias estatales, para que nos permitan evaluar otros posibles criterios decisivos dentro de los DENP.
- Establecer un grupo de trabajo nacional para establecer medidas de manejo adecuada para la especie, salvaguardando la sobrevivencia de la misma en estado silvestre.

Por lo antes expuesto, solicitamos a la Secretaria CITES:

- Nos puedan brindar orientaciones (experiencias de otras Partes) en manejo de la especie u otra similar.
- Continuar con el apoyo legal de la Secretaria CITES.
- Mantener los canales de comunicación con el Comité de Flora, a través del representante regional, para las futuras decisiones de estrategias de manejo para ésta y otras especies de flora amenazadas por el comercio internacional.

Sin otro particular, agradecemos su atención.

JOSÉ FÉLIX VICTORIA

Director de Áreas Protegidas y Biodiversidad

JFV/EDN/cm

Panamá, 3 de octubre de 2022

Ingeniero José Victoria,
Director de Áreas Protegidas,
Autoridad Administrativa de CITES,
Ministerio de Ambiente,
Ciudad de Panamá

Estimado señor ingeniero Victoria:

Por medio de la presente carta deseo enviarle un atento saludo y a su vez indicar sobre la situación de *Dalbergia retusa* (cocobolo), que es considerado una especie en peligro de extinción en la República de Panamá. Como Autoridad Científica, presento una serie de datos privados y públicos, que han permitido tomar una decisión sobre esta especie. A continuación, presento los datos que favorecieron la elección.

ANTECEDENTES:

Árbol de Cocobolo (*Dalbergia retusa*)

Desde el año 2012, Panamá inicio los reportes a la Secretaría de la Convención sobre el Comercio Internacional de Especies Amenazadas de Fauna y Flora Silvestre (CITES), de las exportaciones de Cocobolo (*Dalbergia retusa*) dando a conocer al mundo que somos un país exportador de dicho recurso. Desde entonces, dicha actividad se ha realizado bajo el amparo de distintas normas legales, las cuales buscaban establecer las regulaciones del caso, para tratar de asegurar la procedencia legal del recurso a exportar.

La última de dichas normas, Resolución DM-0148-2021 “Que deroga la Resolución DM-0438-2016 de 2 de agosto de 2016, Por la cual se establecen disposiciones transitorias respecto a las especies *Dalbergia retusa* y *Dalbergia darienensis*, conocidas como cocobolo, y se dictan otras disposiciones” (G.O. 29255), estuvo vigente hasta el 05 de abril de 2022. En esta norma, se establecieron procedimientos particulares para asegurar un control del recurso, concentrándose en autorizar a las personas naturales y jurídicas, que mantuvieran almacenada en patios madera legalmente talada de las especie *Dalbergia retusa* conocida como cocobolo, que no estuviera amparada por permisos para el Comercio Internacional de Especies Amenazadas de Fauna y Flora Silvestre (CITES), para que, durante la vigencia de dicha Resolución, tramitaran, previa comprobación de la legalidad de esas maderas, las respectivas solicitudes de permisos CITES, de conformidad con lo previsto por el Decreto Ejecutivo N° 43 de 7 de julio de 2004 y demás normas complementarias y concordantes.

Importante señalar durante los últimos años, el volumen exportado de madera de *Dalbergia retusa* aumentó considerablemente, toda vez que las personas naturales y jurídicas incrementaron las solicitudes de permisos CITES, aprovechando la ventana de tiempo que brindaba la norma para comercializar toda la madera hasta

ese momento talada legalmente. No obstante, es escasa la información sobre el estado de conservación de la especie en el medio silvestre, lo cual es una limitante para realizar un adecuado manejo de dicho recurso.

Por otro lado, la CITES, recomienda la elaboración de documentos que permitan respaldar la legalidad del recurso y que justifique además la exportación del mismo, a través de estudios que comprueben que el comercio de la especie no afecta su supervivencia en estado silvestre. En ese sentido, el texto de la Convención establece, en su artículo IV, que:

1. Todo comercio en especímenes en el Apéndice II se realizará de conformidad con las disposiciones del presente Artículo.
2. La exportación de cualquier espécimen de una especie incluida en el Apéndice II requerirá la previa concesión y presentación de un permiso de exportación, el cual únicamente se concederá una vez satisfecho los siguientes requisitos:
 - a) Que una Autoridad Científica del Estado de exportación haya manifestado que esa exportación no perjudicará la supervivencia de esa especie.....

En ese sentido, se establece que la Autoridad Científica CITES de cada Estado Parte, es la competente para la elaboración de Dictámenes de Extracción No Perjudicial (DENP), que representa el estudio de factibilidad del comercio de la especie, ya que compara la población en estado silvestre, con datos tales como tasa de regeneración, tasa de mortalidad, crecimiento y aprovechamiento; con el volumen de comercio o demanda.

Durante la septuagésima (70) reunión del Comité Permanente de CITES (octubre 2018) “Cuestiones de interpretación y aplicación: Cumplimiento y observancia general: Examen del Comercio Significativo (ECS) de especímenes de especies del Apéndice II”, establecen a Panamá en curso de establecer una fecha de validación para suspender el comercio de *Dalbergia retusa*, por lo que se evaluaría la decisión en la 24va reunión del Comité de Flora, además de indicarle a la Secretaría que fue identificado, a través del proceso de examen del comercio significativo, la cuestión de los informes anuales que faltan (2015 y 2016).

Para la septuagésima primera (71) reunión del Comité Permanente (agosto 2019), relacionada a “Cuestiones de interpretación y aplicación: Cumplimiento y observancia general: Examen del Comercio Significativo (ECS) de especímenes de especies del Apéndice II”, enfatizan en que Panamá no ha publicado fecha de notificación de la recomendación de suspender el comercio de “Cuestiones de interpretación y aplicación: Cumplimiento y observancia general: Examen del comercio significativo (ECS) de especímenes de especies del Apéndice II *D. retusa*, por lo que se mantendrá en la reunión del Comité de Flora N°24.

En la 25va reunión del Comité de Flora de CITES (julio 2020), acerca de “Cuestiones de interpretación y aplicación: Cumplimiento y observancia general: Examen del comercio significativo (ECS) de especímenes de especies del Apéndice II”, y en

base en la Resolución Conf. 12.8 (Rev. CoP 18), encarga a los Comité de Fauna y de Flora, en colaboración con la Secretaría y los especialistas competentes, y en consulta con los Estados del área de distribución, que revisen la información biológica, comercial y de otro tipo sobre las especies del Apéndice II sujetas a niveles significativos de comercio, a fin de determinar problemas y posibles soluciones.

En ese sentido, surge la notificación SC2020 inf. 11 relacionada a “Trabajos entre periodos de sesiones del Comité Permanente 2020-2021: Examen del comercio significativo de especímenes de especies del Apéndice II: Información actualizada sobre los progresos al Comité Permanente”, indicándose los resultados del análisis sobre 77 combinaciones especies/país de 33 Partes que son objeto actualmente de Examen del Comercio Significativo (ECS), surgiendo un listado de especie/país donde se recomienda suspender el comercio (octubre 2020), en el que Panamá figura en la posición 26 con la especie *Dalbergia retusa*, indicándose que está en curso la fecha de validación de la recomendación de suspensión del comercio (sin cupo publicado).

Para la septuagésima cuarta reunión del Comité Permanente (marzo 2022) SC74Doc 30.1 Add, relacionada a de “Cuestiones de interpretación y aplicación: Cumplimiento y observancia general: Examen del comercio significativo (ECS) de especímenes de especies del Apéndice II; Addendum al documento aplicaciones de las recomendaciones de los Comité de Fauna y Flora”, señala como recomendaciones del Comité de Flora y decisiones anteriores del Comité Permanente si las hubiere:

Medidas a corto plazo (antes del 20 de diciembre de 2018)

- a) Establecer un cupo de exportación nulo provisional e informar a la Secretaría CITES de este cupo para que pueda ser incluido en la sección sobre cupos de exportación nacional en el sitio web de la CITES.
- b) Antes de reanudar el comercio, se deberá informar a la Secretaría y a la Presidencia del Comité de Flora, para su aprobación, acerca del proceso mediante el cual se formuló el dictamen de extracción no perjudicial. Aclarar la prohibición actual, los inventarios que se han realizado, los controles actuales de las extracciones, los sistemas de supervisión y los mecanismos de presentación de informes

Medidas a largo plazo (antes del 20 de mayo de 2020)

- c) Analizar y, cuando sea apropiado, modificar los sistemas de manejo establecidos, incluyendo los métodos utilizados para calcular los niveles de población y para evaluar la sostenibilidad de las extracciones, teniendo en cuenta los niveles y la frecuencia de las extracciones, las tasas de crecimiento anual de la especie y la ubicación de las extracciones.

- d) Examinar de manera crítica las medidas de supervisión, la presentación de informes sobre las mismas y su evaluación, considerar su eficacia y modificarlas según proceda.
- e) De manera general, el examen tendrá como objetivo garantizar la existencia de un proceso eficaz de formulación de los DENP con medidas de manejo de las extracciones claramente definidas (por ejemplo, períodos mínimos de rotación, niveles mínimos de DAP, buenas técnicas para la extracción, impacto de las mismas) con un sistema de supervisión a nivel local apropiado y efectivo.
- f) Llevar a cabo una supervisión de los efectos de las extracciones y aplicar restricciones a las mismas, así como a las exportaciones, basándose en los resultados de dicha supervisión.
- g) Tras la implementación de otras recomendaciones, comunicar la base científica en la que se fundó para establecer que las exportaciones no son perjudiciales para la supervivencia de la especie y cumplen con lo previsto en los párrafos 2 a), 3 y 6 a) del Artículo IV de la Convención. Debería prestarse particular atención a cómo las medidas que ha tomado o tomará el Estado del área de distribución responden a las preocupaciones/los problemas identificados en el proceso de Examen del Comercio Significativo.

Información que Panamá no ha presentado, por lo que concluyen sobre la aplicación y medidas recomendadas:

Conclusión de la Secretaría con relación a la aplicación de las recomendaciones

No se han aplicado las recomendaciones a) a e) del Comité de Flora.

La Secretaría señala además que, al notificar en relación con los acuerdos alcanzados en la presente reunión, sería útil solicitar a Panamá que informe acerca de las dificultades que ha enfrentado en la aplicación de las recomendaciones pendientes.

Medidas recomendadas por la Secretaría

Se invita al Comité Permanente a:

- a) instar a Panamá a que aplique las recomendaciones a) a e) tres meses antes de la fecha límite de presentación de la documentación para la SC77; y
- b) si Panamá no cumple el plazo límite, solicitar a la Secretaría que publique un cupo de exportación nulo como medida provisional, y alentar a Panamá a aplicar las recomendaciones pendientes a tiempo para que la cuestión pueda considerarse en la SC77.

Es importante señalar, que hasta agosto 2022, Panamá no ha elaborado ningún Dictamen de Extracción No Perjudicial (DENP) para Cocobolo (*Dalbergia retusa*), lo que conlleva a un desconocimiento total de la población en estado silvestre, dictamen que permitiría establecer cuotas de aprovechamiento o restricción definitiva del recurso hasta tanto se cuente con mejores controles o se compruebe una restauración poblacional de la especie efectiva en estado silvestre comprobado a través de un DENP positivo.

Por lo antes expuesto, se nos hace obligatorio buscar alternativas que restrinjan de forma definitiva el aprovechamiento de la madera de Cocobolo en Panamá; toda vez, que por parte de la Secretaría de CITES, también existe un llamado de atención hacia nuestro país donde se recomienda establecer medidas urgentes para control a través de la presentación de informes de exportaciones del recurso. De no cumplir dichas recomendaciones, el Comité de Flora de la CITES ha solicitado a la Secretaría publicar un cupo de exportación **NULO** como medida provisional (SC74 Doc.30.1 Add).

OBJETIVO:

- Elaborar el DENP para Cocobolo (*Dalbergia retusa*) y brindar recomendaciones a la Autoridad Administrativa referente al aprovechamiento y comercio de la especie.

ECOLOGÍA DE LA ESPECIE

Información Taxonómica:

Clase: Magnolipsida

Orden: Fabales

Familia: Fabaceae

Sub-Familia: Papilionideae

Género: *Dalbergia*

Especie: *D. retusa*

Nombre común: Cocobolo (Panamá, Costa Rica); funera (El Salvador); granadillo, rosul, (Guatemala); granadillo negro, palo negro (Honduras); guacibán (México). (J. Hall & M. Ashton, 2016).

Aspectos generales y distribución:

Se distribuye en México y en la región mesoamericana del Pacífico, desde Guatemala a Panamá. Es heliófila, una especie del subdosel que crece generalmente bien en áreas abiertas. La especie crece asociada con otras especies de árboles, entre ellos *Handroanthus ochraceus*, *Astronium graveolens*, *Handroanthus impetiginosus* y *Swietenia macrophylla* (Jiménez, 1993).

Es un árbol de tamaño pequeño a mediano que alcanza de 15 a 20 m de altura y 40 cm de DAP (Diámetro a la Altura del Pecho). El tronco tiene crecimiento irregular (retorcido) y ramas a una altura baja. La copa es completamente abierta y tiene pocas ramas delgadas. La corteza es negruzca con fisuras y se exfolia en pequeñas

placas (Holdridge y Poveda, 1975). Las hojas son alternas, pecioladas e imparipinadas con 7 a 15 folíolos los cuales son alternados, oblongo y ovado-oblongos, de 2.5 a 12 cm de largo y de 2 a 3.5 cm de ancho. Son coriosos y adaxialmente brillantes. La base de los folíolos es obtusa con ápice acuminado, emarginado, el margen es revoluto, la venación de las hojas es reticulada. La especie crece en suelos con una variedad de pH, textura, drenaje y fertilidad. La fluctuación de elevación de *Dalbergia retusa* es de 50 a 300 msnm. El árbol se encuentra en tierras bajas o pendientes moderadas en bosques tropicales secos, con una precipitación anual a 2000 mm y una fluctuación de temperatura de 24 a 30°C.

La albura es blanquizca y claramente definida, variando en el grosor con la edad. Después de su exposición a la luz y al aire, el duramen usualmente se torna de un color rojo-anaranjado oscuro, con franjas negras o vetas. La textura de la madera es fina, con granos rectos o entrecruzados. El lustre varía de medio a alto. Cuando se le trabaja, la madera no tiene sabor, es ligeramente pungente y fragante. La madera es dura, pesada fuerte y a veces quebradiza; la densidad de la madera secada al aire es de 750 a 1000 kg/m³.

La floración se da a los 4 o 5 años, de enero a mayo; sin embargo, otra floración se presenta en agosto y septiembre. Las inflorescencias son en panículas axilares o terminales de 4 a 18 cm de largo, apareciendo antes o con las nuevas hojas. Las flores son zigomorfas, con brácteas pequeñas y caducas y pequeñas bractéolas las cuales son persistentes. El cáliz es campanulado, lobulado a una tercera parte de su longitud y ligeramente bilabiado.

Los frutos maduros se observan de marzo a mayo. El fruto es una vaina larga y plana, de ovada a orbicular, estipitada, generalmente atenuada en la base, de 6 a 13 cm de largo y de 1.5 a 2.5 cm de ancho. Tiene alas reticuladas circulares con exocarpo delgado, mesocarpo fibroso y endocarpo cartaceo. El fruto es indehiscente, con una a cinco semillas oblongas, planas, lateralmente comprimida, de 1.4 a 2 cm de largo y 0.6 a 1.1 cm de ancho. La semilla es de 4 a 9 mm de largo y 4 a 6 mm de ancho, de color marrón oscura a pardo negruzca. Es ovoide, plana y la cubierta seminal es membranosa. La dispersión de los frutos es anemócora (dispersión por el viento) e hidrócora (dispersión por el agua); esta última se ha observado en bosques de galería y lacustres donde también puede crecer la especie.

A. Tronco, B. Hojas, C. Flores, D. Frutos, E. Semillas

Dalbergia retusa es una especie caducifolia de estatura mediana, en Panamá se distribuye en las zonas de bosques semicaducifolios de la cuenca del Canal de Panamá, Panamá Este, Panamá Oeste, Los Santos, Darién, Coclé específicamente en las zonas con bosques secos de estas provincias. En ensayos realizados por científicos del Instituto Smithsonian de Investigaciones Tropicales (STRI) se demostró sobrevivencia alta en todos los ensayos. Crece relativamente bien en la mayoría de los sitios con buen drenaje, con una variación mínima entre la mayoría de los sitios de parcelas de ensayo. En las plantaciones del proyecto Agua Salud del Smithsonian también mostro un crecimiento relativamente bien, aún en las parcelas con mayor estrés nutricional, mostrando casi ninguna diferencia en crecimiento entre monocultivos y plantaciones mixtas después de cinco años. Las alturas a cuatro años excedieron los promedios en todos los sitios de ensayo de parcelas demostrativas, con diferencias particularmente pronunciadas en los sitios infértiles. En plantaciones formó múltiples tallos desde la base en sus primeros años, tendiendo a parecer más un arbusto que un potencial árbol dosel.

La resultante copa amplia excedió por muchos los promedios de diámetro de copa a dos años en todos los sitios. Al ser una especie de hábitat caducifolios y contar con una copa estrecha, permite que la luz abundante alcance el sotobosque y que persistan hierbas y malezas cuando se siembra en pastizales. Dada su habilidad de crecer bien dirigidas a la restauración. Es una especie fijadora de nitrógeno, por lo que puede favorecer el ciclo de carbono. Esta combinación sugiere que puede proveer múltiples beneficios en sistemas agroforestales.

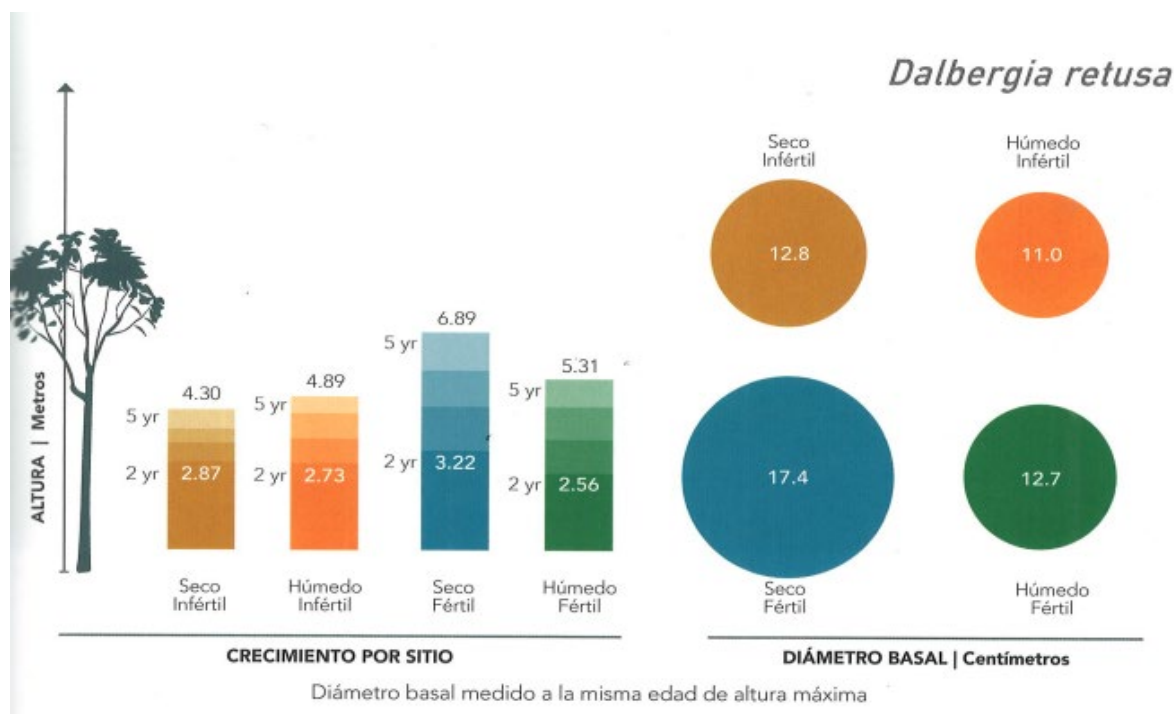


Figura 1. Crecimiento de la especie *Dalbergia retusa* en parcelas demostrativas

En base a este ensayo realizado por los científicos del Instituto Smithsonian de Investigaciones Tropicales en parcelas demostrativas y en el proyecto Agua Salud, la especie muestra un índice crecimiento rápido y efectivo inclusive en suelos pocos fértiles lo que podría funcionar para establecer parcelas de siembra de esta especie que en un futuro podrían ser comercializadas debido al comercio significativo que existe actualmente con esta especie debido al alto valor de su madera y lo cual ayudaría para evitar la presión sobre las poblaciones existentes en estado silvestre en Panamá y Centroamérica.

Figura 2. Crecimiento de la especie *Dalbergia retusa* en parcelas demostrativas, lo cual podría ser una opción a tomar en cuenta para reducir el impacto de las sobre las poblaciones existentes en el medio silvestre; la especie no requiere de suelos fértiles y es de rápido crecimiento.

Lugar de ocurrencia

La distribución en Panamá de esta especie se da más frecuentemente en bosques secos aunque también puede crecer en bosques húmedos, las poblaciones mayores de esta especie *Dalbergia retusa* se centran en bosques de la cuenca del Canal de Panamá, Panamá Oeste, Panamá Este y Darién no se sabe con exactitud la estabilidad de las poblaciones ya que los datos fueron tomados de las colectas realizadas en campo por profesionales botánicos en Panamá y según la base mundial de plantas de los trópicos www.tropicos.org muestra que las posibles poblaciones se centran para estas zonas del país.

Es importante mencionar que esta es una especie de valor excepcional cuando es cosechada en bosques maduros. Al parecer, los mercados actuales también aceptan tallos pequeños y formas pobres, ya que es una madera muy apreciada para uso artesanal. La poda puede tener un efecto positivo en la forma de árbol en plantaciones, y plantarlo con especies de rápido crecimiento con copas amplias puede además ayudar a reducir el número de tallos que desarrolle. Dada su habilidad de crecer bien en sitios de sequía y estrés nutricional, es útil en mezclas dirigidas a la restauración. Es una especie fijadora de nitrógeno, por lo que puede favorecer el ciclo de los nutrientes. También puede contribuir a la captura de carbono.

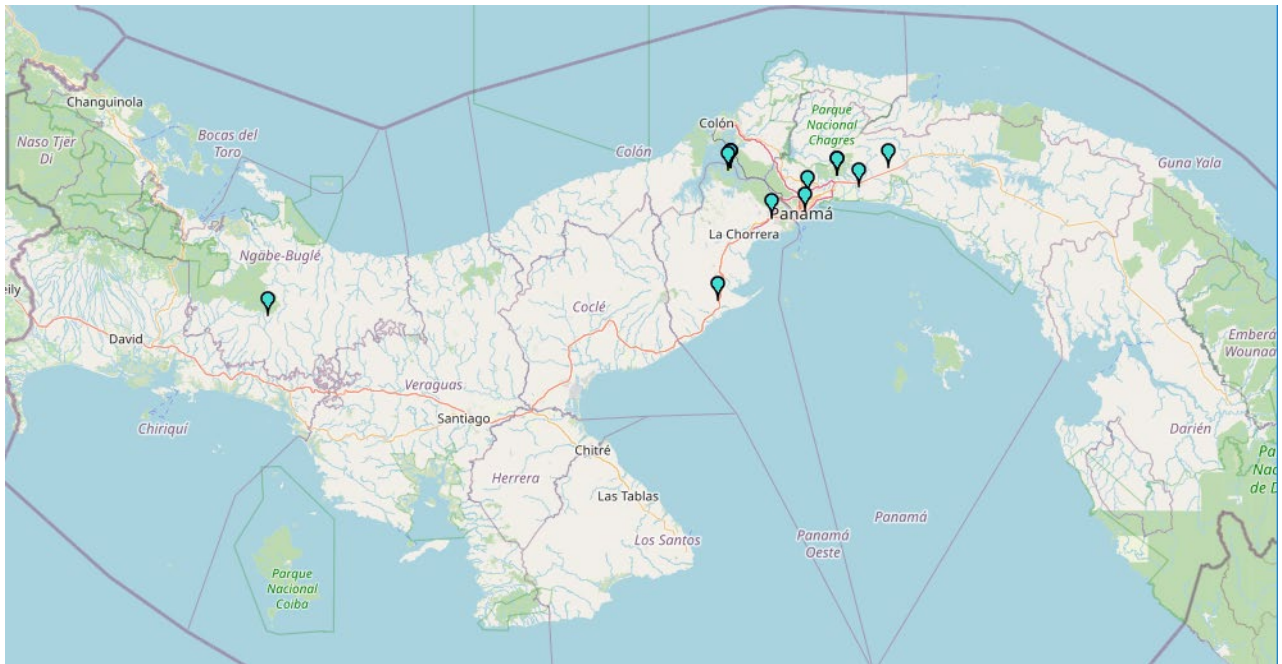


Figura 3. Mapa que muestra las posibles poblaciones existentes de *Dalbergia retusa* en Panamá

País	Contar ↓
Panamá	9
Costa Rica	6
México	6
Nicaragua	3
El Salvador	3
Guatemala	2
Colombia	1
Honduras	1

Fuente: www.tropicos.org.

Figura 4. Mapa de ocurrencia del país para *Dalbergia retusa*

Se observa que Panamá es el país con mayor número de especies por área, es importante mencionar que muchas de las poblaciones de estas especies se encuentran dentro de áreas de conservación como PN Soberanía, Cuenca del Canal, PN Camino de Cruces y PN Chagres entre otras.

Cuadro 1. Sitios donde se ha colectado *Dalbergia retusa* en Panamá y donde existen las posibles poblaciones de la especie.

País	Área	Localidad	Altitud	Latitud	Longitud	Fecha de colecta
Panamá	Canal Area		100 m	08°57'N	079°39'W	31 Mar 1969
Panamá	Canal Area		50 m	09°09'N	079°50'W	5 May 1971
Panamá	Canal Area		50 m	08°58'N	079°30'W	9 Feb 1969
Panamá	Chiriquí			08°32'N	081°49'W	July 1968
Panamá	Panamá	Chepo	15 - 20 m	09°09'N	079°09'W	07 Apr 1971
Panamá	Panamá	Panamá	10 m	09°05'N	079°17'W	16 Mar 1947
Panamá	Canal Area		10 - 100 m	09°09'N	079°50'W	13 December 1967
Panamá	Panamá	Panamá	20 - 50 m	09°03'N	079°30'W	21 Jan 1924
Panamá	Panamá	Chame	50 m	08°36'N	079°53'W	06 May 1941
Panamá	Canal Area		20 m	09°09'N	079°50'W	15 Apr 1982
Panamá	Canal Area		50 m	09°09'N	079°50'W	8 Feb 1969
Panamá	Panamá					03 diciembre 2008
Panamá	Panamá		239 m	09°07'N	079°22'W	19 mayo 2009
Panamá	Panamá		239 m	09°07'N	079°22'W	10 marzo 2009
Panamá	Los Santos	Las Tablas		[07°40'N]	[080°20'W]	15 agosto 2003

Fuente: <https://tropicos.org/name/13014001>

En la tabla anterior se observa que las mayores colectas de la especie han sido para el área del canal en donde se cree que pueden existir poblaciones que se encuentran en estado silvestre, esto puede deberse al clima y las condiciones que se presentan en la zona tales como humedad, temperaturas y precipitaciones ideales para el establecimiento de la especie, lo cual ha promovido el crecimiento de estas poblaciones por la zona. Es importante establecer un estudio más detallado en el área con lo cual se podrá tener un estimado más exacto de la cantidad de individuos que pueden existir en determinada área.

Fenología

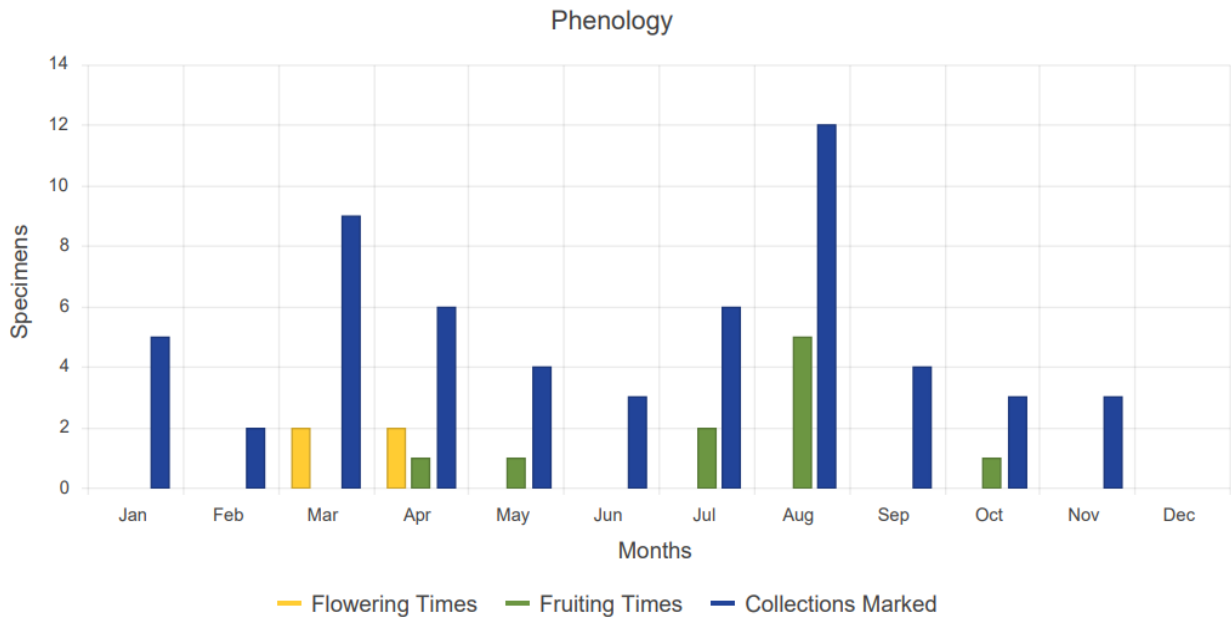


Figura 5. Gráfico de fenología época de floración y fructificación de *Dalbergia retusa*.

Observamos principalmente que la floración y fructificación de esta especie se da principalmente en los meses de marzo y abril y producción de frutos en los meses de julio a octubre lo cual podrían también variar por cambios en las condiciones ambientales por eventos relacionados con el cambio climático en las zonas donde la especie se distribuye.

Tendencias del hábitat

Entre otros aspectos podemos mencionar que los bosques secos tropicales de América Central, el principal hábitat de *Dalbergia retusa*, han estado sometidos a influencias humanas como la caza y modificación de la cubierta vegetal nada menos que durante 11.000 años (Murphy y Lugo, 1995). Las densidades de población, relativamente altas, han sometido a ecosistemas de bosque seco a alteraciones masivas, por lo que la mayoría, si no la totalidad, del bosque superviviente ha resultado al menos afectada por la extracción de árboles, así como por el pastoreo en el sotobosque. La conversión de bosque seco tropical en tierra agrícola y de pastoreo se está produciendo a tasas alarmantes (Manuel Maass, 1995), y se considera que es el ecosistema tropical principal más amenazado, con menos del 2% intacto (Janzen, 1988). Menos del 0,1% del bosque seco original se encuentra en estado de conservación en Mesoamérica del Pacífico (Manuel Maass, 1995).

Cuadro 2. Variación de la cubierta forestal en los Estados del área de distribución de *Dalbergia retusa*, según la FAO (2005)

País	Variación de la cubierta forestal 1990-2000	
	Anual (miles ha)	Tasa anual (%)
Colombia	-190	-0.4
Costa Rica	-16	-0.8
El Salvador	-7	-4.6
Guatemala	-54	-1.7
México	-631	-1.1
Honduras	-59	-1.0
Nicaragua	-117	-3.0
Panamá	-52	-1.6

Se dispone de poca información sobre el estado actual de la estructura de la población de la especie. Sin embargo, es probable que numerosas poblaciones tengan menos densidad que cuando no hay tala, y que se hayan cortado preferentemente árboles maduros por su mayor cantidad de duramen. Las flores de *Dalbergia retusa* son autoincompatibles y dependientes de la polinización por las abejas. Por tanto, es probable que se requiera una densidad de población mínima para la regeneración de la especie, y que ésta se encuentre en peligro a causa de la tala excesiva. Debido a la combinación de pérdida de hábitat y tala han disminuido las poblaciones de la especie. La explotación como maderos es intensa, y en zonas donde anteriormente estaba extendida la especie ahora están casi totalmente agotadas; así ocurre sobre todo en Costa Rica y en Panamá existen algunas poblaciones poco estables ya que estas se encuentran dentro de áreas protegidas (SINAP). Las continuas reducciones se deben a la cría de ganado y a la quema (Cursillo Regional de las Américas, 1998). Como consecuencia de la intensa explotación comercial de la madera durante 100 años por lo menos, y de la explotación artesanal y su distribución, se piensa que el recurso escasea en Panamá sobre todo en las zonas fuera de las áreas protegidas, esto debido también a la extracción ilegal del recurso. (Velásquez Runk y otros, 2004).

La especie está amenazada en Costa Rica y Panamá y puede estar en peligro en otras zonas debido a la drástica disminución de sus poblaciones (INBio, 2006). Se ha propuesto prohibir la tala de árboles en pie de esta especie en Panamá. En México sigue habiendo poblaciones de un tamaño razonable (Cursillo Regional de las Américas, 1998). En Nicaragua, se describió recientemente como 'frecuente' (Stevens y otros, 2001) y se considera una especie de poca prioridad en el Plan de Acción Forestal de Nicaragua (Ampié y Ravensbeck, 1994). Antaño se consideraba abundante en algunas partes de Panamá (Standley, 1928), y ahora está en peligro en el país (Melgarejo, 2005).

Amenazas

La tala de ejemplares maduros reproductores y la correspondiente reducción del tamaño de la población y de su densidad constituyen una amenaza para la capacidad de regeneración de las poblaciones de *Dalbergia retusa*. Además, el hábitat está sometido a continua presión, en particular por las crecientes actividades agrícolas, la cría de ganado, la quema y principalmente la extracción ilegal en Panamá.

Sólo el duramen de la especie *Dalbergia retusa* produce madera de calidad; la albura tiene poco valor. Los árboles forman el duramen lentamente, por lo que incluso grandes troncos pierden gran parte de su volumen cuando se elimina la albura (NAS, 1979). Debido a su escasez y gran valor, *Dalbergia retusa* se utiliza por su rara belleza, más bien que por su extrema solidez o durabilidad (Cocobolo, 2006). La madera más comerciada internacionalmente en la actualidad procede de plantaciones en otras zonas, si bien históricamente se han extraído de la naturaleza grandes volúmenes como el caso de Panamá. Los árboles en pie se talan con fines artesanales, y al menos el 50% de la extracción de cocobolo para la talla comercial se destruye al extraerlo en la provincia de Darién, Panamá (Velásquez Runk y otros, 2004).

Conservación del hábitat

Menos del 0,1% de bosque tropical seco de Mesoamérica del Pacífico, el ecosistema más importante de *Dalbergia retusa*, se encuentra en estado de conservación. Sin embargo, la especie se da en algunas zonas protegidas. El tamaño de las zonas protegidas es superior al del hábitat del que se dispone para la especie, pues con frecuencia abarca una gama de tipos de hábitat. *Dalbergia retusa* se da en varias zonas de conservación de Panamá: Parque Nacional Soberanía, Parque Nacional Camino de Cruces, Parque Nacional Chagres, Bosque Protector Arraiján, Reserva Hidrológica de Tapagra, Cuenca del Canal de Panamá y entre otras. Estas poblaciones en términos de conservación deberían estar protegidas de la tala y extracción ilegal pero en los últimos años las autoridades ambientales han decomisado madera talada procedente de estas zonas protegidas y con mayor incidencia en el PN Soberanía, Camino de Cruces y Bosque Protector Arraiján. Por lo cual resulta importante aumentar los pies de fuerza en estas zonas del país para evitar la extracción ilegal de recurso y establecer un estudio del estado actual de las poblaciones en estas zonas.

Usos

La madera es fina de color rojizo y con líneas negras, presenta una sustancia aceitosa que le da una apariencia lustrosa, por lo cual se emplea en la fabricación de muebles, cajas de joyería, artículos deportivos, artesanías, mangos de paraguas,

cuchillos y otras herramientas. El cocobolo es una planta que tiene asociación con bacterias que producen nódulos fijadores de nitrógeno en las raíces, lo cual le ayuda a mejorar las condiciones del suelo. (Perez & Aguilar, 2006).

La madera se utiliza para trabajos de taracea, instrumentos musicales y científicos, mangos de herramientas y cuchillos y otra artesanía (Cursillo Regional de las Américas, 1998; Echenique Marique y Plumptre, 1990; Flynn, 1994; Ricker y Daly, 1997; SCMRE, 2002). También se emplea para tablas de cepillos, mochos de tacos de billar (SCMRE, 2002), chapas decorativas y veteadas, suelos de parquet, arcos de caza, salpicaderos de automóviles (Cocobolo, 2006), joyeros, bastones, botones y piezas de ajedrez (Kline, 1978). En Panamá, la especie se considera una madera cotizada y de alto valor en el Asia. Debido a esto la especie está en peligro crítico (Res. DM-0657-2016) y su extracción del medio silvestre es ilegal.

Los pueblos indígenas emberá-wounann de Darién, Panamá tallan el cocobolo con fines comerciales desde hace unos 30 años, aunque tienen una tradición más larga de tallar la madera para artículos domésticos personales (Velásquez Runk y otros, 2004). Las virutas y el serrín crean un color que varía de marrón claro a negro (Velásquez Runk y otros, 2004), y la madera se utiliza para producir un tinte con fines locales en Ipeti y Nurna, Panamá (Dalle y Potvin, 2004) y en la provincia de Darién, Panamá (Velásquez Runk y otros, 2004).

Consideraciones finales

Si bien es cierto la especie Cocobolo (*Dalbergia retusa*) es una especie protegida por legislación nacional ubicándola en el estatus de EN (Peligro), La UICN ubica a la especie en el estatus de CR (En peligro crítico) y está ubicada en el apéndice II de la convención sobre el tráfico de la vida silvestre (CITES) lo cual regula su comercio internacional. La extracción del medio silvestre de Panamá es ilegal y penalizada por las autoridades ambientales.

Las poblaciones de *Dalbergia retusa* que existen en Panamá y de las cuales se tiene conocimiento por las colectas botánicas que existen en estas zonas en su mayoría se encuentran dentro del sistema nacional de áreas protegidas de Panamá (SINAP), pero sin embargo existen extracción ilegales que se dan en estas zonas principalmente los bosques de la provincia de Panamá en donde la especie mantiene una distribución más amplia, por tal razón es importante realizar un estudio detallado para evaluar la pérdida de hábitat principalmente del bosque semicaducifolio y caducifolio del sector oeste y este de la provincia de Panamá y estimar la densidad de la poblaciones de la especie y poder estimar a largo plazo la viabilidad de su comercio.

Iniciar con proyectos de parcelas de ensayos como el realizado por el Instituto Smithsonian y el proyecto Agua Salud podría resultar útil para reducir la presión sobre los individuos presentes en el medio silvestre, ya que según estimaciones están plantaciones podrían ser aprovechables en un lapso de 15 a 20 años por tal razón habría que evaluar su factibilidad y rentabilidad y el auge que tenga la madera la especie en el comercio mundial en un momento determinado en el tiempo.

COMERCIO

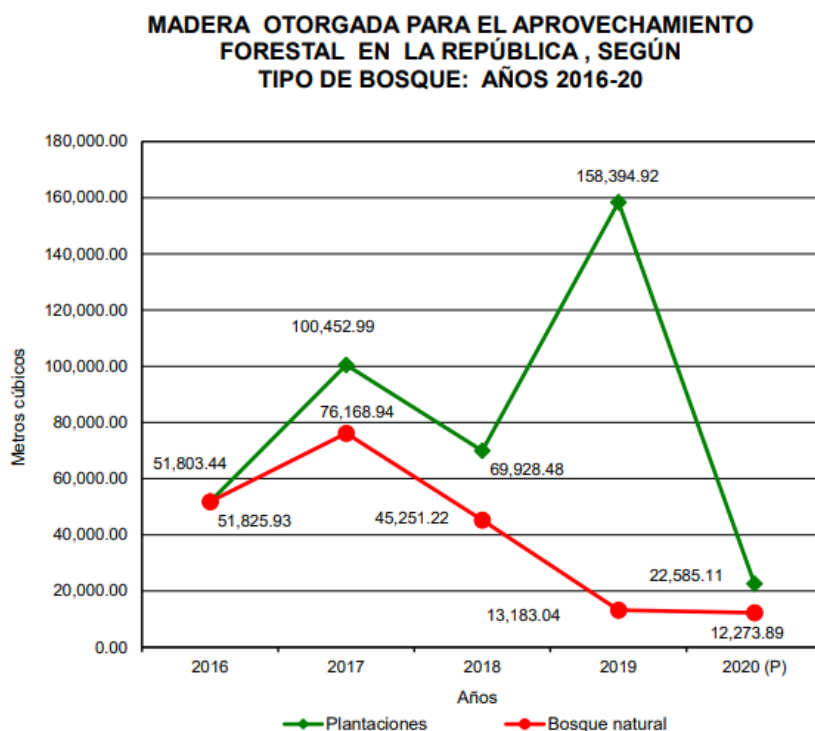
Desde el año 2012, en Panamá se inicia el comercio de Cocobolo, por lo que, a través de los años mantuvo un aprovechamiento continuo.

La alta demanda y la creciente escasez de este tipo de madera hacen que sus precios sean muy elevados. A nivel de campo se compra la madera a US \$ 2,000-2,500 dólares el metro cúbico sin costo de corte o transporte. A nivel internacional el m³ de esta madera procesada en tablillas y reglillas puede oscilar entre los 16 a 20 mil dólares. Lo anterior promueve un creciente mercado ilegal, donde grandes capitales extranjeros disponen divisas con el fin de movilizar el recurso, incluyéndose estrategias donde corrompen a autoridades locales y todo ello finaliza en una presión sobre las poblaciones de las especies explotadas a nivel de llevarlas al deterioro de su riqueza genética y probablemente hasta la extinción.

Por otro lado, el desarrollo de leyes y normas prohibitivas de comercio, ocasiona que los productores de estas especies, no puedan vender normalmente la madera al mercado, sino que los obligan a entrar a la cadena del mercado ilegal; éstos y los productores potenciales aducen que: Para qué plantar o cuidar dichos árboles, si al fin no pueden tener provecho de ellas; hecho que agrava más la sobrevivencia de estas especies en vez de protegerlas.

DATOS DE APROVECHAMIENTO Y COMERCIO

Se presenta la información desde el 2016 hasta el 2020 de aprovechamiento forestal (todas las especies maderables) en la República de Panamá, provisto por la Contraloría General de la República. En ella se observa que la colecta del bosque proveniente de plantaciones es mayor, que el proveniente de bosque natural, a tal punto que en el 2019 es razón de 10 a 1. Esto nos dice que la extracción del cocobolo es cada vez menor, sin embargo, los años de pandemia causaron el retraso de colecta en los lugares donde hay plantaciones.



TRAFICOS ILEGALES DE 2011-2018

Durante el periodo del 2011 hasta el 2018, se hizo un análisis por Ella Vardeman y Julie Velásquez Runk, sobre el estatus de las capturas ilegales de *Dalbergia retusa* en Panamá. Este documento se basó en periódicos e informativos nacionales e internacionales, quienes dieron información sobre las capturas de cocobolo, donde la mayoría de estas se dieron en las provincias de Darién, Los Santos, Panamá y en la Comarca Emberá-Wounan. Este informe indica que la extracción se realizaba principalmente en temporada seca, además se inicia en las provincias centrales y finaliza en Darién. Adicionalmente se señala que la mayoría de las capturas se realizaron en el año 2015, previo a las elecciones nacionales.

Situación actual

En el periódico DIA A DIA, del 24, octubre de 2018, salió la siguiente noticia: “Más de 8 mil pies cúbicos de madera cocobolo han sido decomisadas en Panamá este año; pero como guardar este producto no es una opción, ayer el ministro de Ambiente indicó que se está implementando un programa de donación de madera decomisada producto de la tala ilegal al Sistema Penitenciario, ya que anteriormente se subastaba y era devuelta al mercado”.

En el rotativo La Prensa, en julio del 2021, salió el siguiente reporte: “El ministro de Ambiente Milcíades Concepción, quien dirige acciones contra el delito ambiental, informó que hay tres personas detenidas por el tráfico ilegal de especies, en este caso de Cocobolo (*Dalbergia retusa*), que extrajeron del Parque Nacional de Camino de Cruces. El arresto se realizó la madrugada de este jueves 15 de julio. Los sujetos transportaban en un camión 19 tucas y fueron interceptados en Vía Centenario a la altura de Condado del Rey. Vale destacar que los aprehendidos eran escoltados por dos vehículos más que lograron darse a la fuga. La captura se dio por parte de unidades de la Policía Nacional, la Dirección Nacional de la Policía Ambiental, Rural y Turística (DINAPART) y la Sección de Inteligencia Contra los Delitos Ambientales de Mi AMBIENTE. El Ministerio de Ambiente y los estamentos de seguridad operan bajo la figura de Equipo Multidisciplinario Especializado (EME-AMBIENTAL), que ha podido detectar varias organizaciones dedicadas a la tala y tráfico ilegal de especies, en este caso maderas preciosas como el cocobolo”.

Sin embargo, en el PANAMA AMERICA, del 29 de marzo del 2022, sale el siguiente reportaje: La Policía Nacional se incautó la tarde del 28 de marzo del 2022, un contenedor con 350 tucas de madera de la especie *Dalbergia retusa*, comúnmente llamada cocobolo, en un puerto de la provincia de Colón. De acuerdo con el mayor, Kevin Quiel, jefe del área A de la Zona Policial de Colón, el contenido estaba valorado en 700 mil dólares y tenía como destino China. El hallazgo se hizo entre agentes de la Policía Nacional y personal del Ministerio de Ambiente, por lo que Quiel hizo un llamado a la ciudadanía a colaborar denunciando delitos de manera oportuna.

Mi Ambiente,
26 de junio, 2022

Autoridades del Ministerio de Ambiente y la Policía Nacional en la provincia de Herrera, lograron recuperar 2 trozas de la especie Cocobolo, una madera que estaba en custodia de personas naturales, en la comunidad de Peñas Prieta, corregimiento de Sabana Grande de Pesé. El producto forestal había sido hurtado en la madrugada del domingo 26 de junio y fue encontrado en la mañana en una

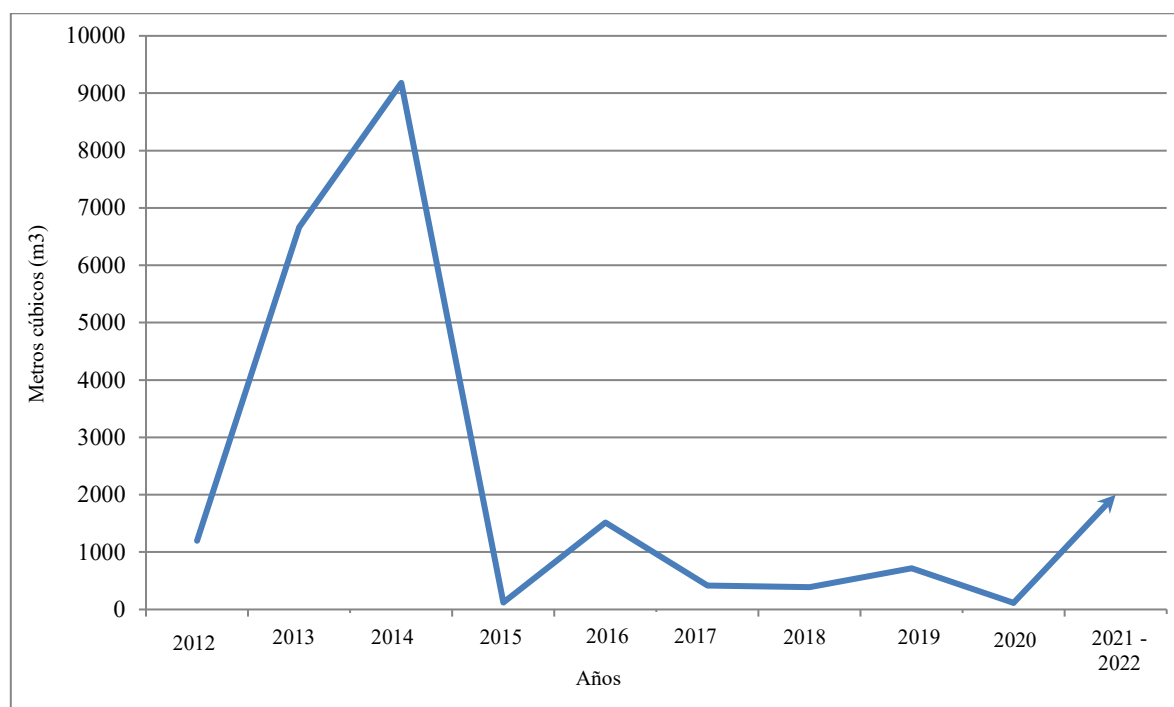
finca privada en la comunidad de Rincón Hondo de Pesé, a kilómetros del sitio donde talaron el árbol.

Diario Local Crítica, del 14 de agosto de 2022

En el caso más reciente, autoridades del Ministerio de Ambiente y la Policía Nacional lograron recuperar madera de la especie Cocobolo en la comunidad de Peñas Prietas, corregimiento de Sabana Grande de Pesé. La madera había sido hurtada en la madrugada del pasado domingo, y recuperada posteriormente en una finca privada en la comunidad de Rincón Hondo de Pesé, a kilómetros del sitio donde talaron el árbol. Alejandro Quintero, director regional de Mi Ambiente en Herrera, dijo que los infractores entraron sin permiso a la casa donde se mantenía la madera, con el fin de sustraerla. Explicó que propietaria de la finca, al percatarse de la situación, procedió a avisar a la Policía Nacional sobre el hurto de la preciada madera. Se inició una investigación sobre este hecho para esclarecer lo sucedido y tomar las acciones legales correspondientes. Por el momento no hay detenidos.

COMERCIO LEGAL:

Desde el año 2012, se reportan movimientos de madera cuyo principal destino es China (Informes Anuales de la CITES), emitiéndose desde ese tiempo un aproximado de 18,825.11 metros cúbicos de madera autorizados en certificados CITES.



Año	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021-2022
m ³	1200	46667.25	9180.89	120.14	1515.21	417.49	388.13	720	116	+ 500

Cuadro N° 1: Volumen de madera (m3) de cocobolo otorgado en permisos CITES por año.

La exportación de cocobolo se ha mantenido a través de los años, con una tendencia a aumentar de manera exponencial; a excepción del año 2020 donde por efectos de la Pandemia, este comercio tuvo un declive.

Medidas preventivas para una adquisición legal se han trabajado a través de múltiples normativas que regulan el aprovechamiento y uso del cocobolo en Panamá. Sin embargo, estas medidas, no han sido suficiente para reducir el tráfico ilegal.

Si bien se cuentan con Plantaciones Forestales registradas, estas son minimas y los árboles aun se mantienen en un estado muy temprano de desarrollo, por lo que no podrán ser aprovechados a corto plazo.

CONCLUSIONES

En el año 2015 se produjo una efectiva acción de la ANAM, cuando suspende los permisos para tala de cocobolo a nivel nacional, y en China inicia el desmantelamiento de las redes de corrupción (Basil Treanor, 2015), lo cual provoca en Panamá que se considere ilegal la extracción de cocobolo. En 2016, CITES decide listar todas la *Dalbergias* en Apéndice II, lo cual resulta una medida efectiva en la Convención (CITES, 2017). Sin embargo, en agosto del 2019, CITES reduce la efectividad de la medida, al permitir la manufactura de instrumentos musicales. Entonces de dan dos años de pandemia, y en el 2022 se dan tres capturas de extracción ilegal de cocobolo según los medios de comunicación, por lo cual consideramos se deben tomar otras medidas.

Considerando que estimaciones poblacionales de la especie la catalogan como EN PELIGRO en el ámbito nacional (Resolución N° DM-0657-2016), estimaciones que nos permiten evaluar el estado de conservación de la especie, y viendo la alta demanda existente además a la alta extracción ilegal, podemos estimar un movimiento significativo del recurso.

CONSIDERANDO

- Que existe un alto comercio internacional saliendo de Panamá.
- Que la exportación de la especie tiene origen W (vida silvestre)
- Que el aprovechamiento para comercio legal no esta sujeto a mecanismos regulatorios efectivos que garanticen que el mismo sea sostenible.
- Que el tiempo de regeneración poblacional de la especie en estado silvestre es mas lento que la tasa de aprovechamiento.
- Que la especie se encuentra identificada en condición “EN PELIGRO” en estado nacional
- Que para evitar su extinción se deben tomar medidas concretas que ayuden a la permanencia de la especie, con énfasis en la amenaza que representa la extracción con fines comerciales.

Se recomienda un **Dictamen de Extracción no Perjudicial Negativo** para *Dalbergia retusa* (cocobolo) en la República de Panamá, como medida precautoria a corto plazo.

Atentamente,

Dr. Jancel Rogelio Villalaz Guerra
Autoridad Científica-CITES
Universidad de Panamá,
6623-2464
jancel.villalaz@up.ac.pa
jancel.villalaz@yahoo.com

cc: CITES

Lic. Eric Nuñez,
Ministerio de Ambiente.

LITERATURA CITADA

Ampié, E. and Ravensbeck, L. 1994. Strategy of tree improvement and forest gene resources conservation in Nicaragua. Forest Genetic Resources Bulletin. No. 22.

Centro de ciencias forestales del trópico. "Cocobolo" *Dalbergia retusa* Hemsl <http://ctfs.si.edu/webatlas/mainframe.php?order=s>

CITES. CoP14 31. 2007. Incluir *Dalbergia retusa* y *Dalbergia granadillo* en el Apéndice II de la Convención sobre el Comercio Internacional de Especies (CITES) Amenazadas de Fauna y Flora Silvestre. Examen de las Propuestas de Enmienda a los Apéndices I y II. Decimocuarta reunión de la Conferencia de las Partes. La Haya (Países Bajos), 3- 15 de junio. 16 p.

Cursillo Regional de las Américas. 1998.

Cocobolo. 2006. Cocobolo supply company website. http://www.cocobolo.net/new_page_2.htm

Condit, R. and Pérez, R. 2002. *Tree Atlas of the Panama Canal Watershed*. Center for Tropical Forest Science, Panama. Accessed 07/02/2005. <http://ctfs.si.edu/webatlas/maintreeatlas.html>

Contraloría. INCEC. Instituto Nacional de Estadística y Censo.

Dalle, S.P. and Potvin, C. 2004. Conservation of Useful Plants: An Evaluation of Local Priorities From Two Indigenous Communities in Eastern Panama. *Economic Botany*, 58, 38-57.

Decimoctava reunión del Comité de Flora Buenos Aires (Argentina), 17-21 de marzo de 2009. <https://cites.org/sites/default/files/esp/com/pc/18/S-PC18-16-01-03.pdf>

Echenique-Marique, R. and Plumptre, R.A. 1990. A guide to the use of Mexican and Belizean timbers. *Tropical Forestry Papers*, 20. Oxford Forestry Institute.

FAO, 2005. State of the World's forests. 6th edition. Food and Agriculture Organisation of the United Nations, Rome.

Flynn, J.H. 1994. A guide to the useful woods of the world. King Philip Publishing Co., Maine, USA 382pp.

Holdridge, L.R. y Poveda, Luis. 1975. Árboles de Costa Rica. Smithsonian Library and Archives.

INBio 2006 Instituto Nacional de Biodiversidad (InBio), Guatemala Website. <http://darnis.inbio.ac.cr/ubisen/FMPro?-DB=UBIPUB.fp3&-lay=WebAll&-error=norec.html&-Format=detail.html&-Op=eq&id=2150&-Find>

Janzen, D.H. 1988. Tropical dry forests: the most endangered tropical ecosystem. In: Wilson, E. (Ed.) Biodiversity. National Academy Press. Washington, D.C. pp. 130-137.

Jiménez Madrigal, Q. 1993. Árboles maderables en peligro de extinción en Costa Rica. San José, Costa Rica: Museo Nacional de Costa Rica. 121pp.

J.S. Hall & M. S. Ashton. 2016. *Guía de crecimiento y sobrevivencia temprana de 64 especies de árboles nativos de Panamá y el neotrópico*. Instituto Smithsonian de Investigaciones Tropicales. 401 Avenida Roosevelt, Balboa, Panamá, República de Panamá.

Kline M. 1978. *Dalbergia retusa*. In: Flynn, J.H. 1994. A guide to useful woods of the world. King Philip Publishing Co: Portland, Maine, US. pp.133-134.

La base de datos mundial de las plantas de los trópicos. *Dalbergia retusa*. www.tropicos.org.

Linares J. y M. Sousa. 2018. Nuevas especies de *Dalbergia* (Leguminosae: Papilionoideae: Dalbergieae) en México y Centroamérica. *Ceiba* 48: 61- 82.

Maass, J.M. 1995. Conversion of tropical dry forest to pasture and agriculture. In: Bullock, S.H., Mooney, H.A. and Medina, E. 1995. Seasonally Dry Tropical Forests. The University Press, Cambridge. pp 399-422.

W.A. Marín & E.M. Flores (S.F.). *Dalbergia retusa Hemsl.* Escuela de Biología, Universidad de Costa Rica y Academia Nacional de Ciencias de Costa Rica.

Melgarejo, J. y Molina A. 2005. Los Mercados del Agua. Análisis jurídicos y económicos de los contratos de cesión y bancos de agua. Ed. Arazandi (Cizur Menor). Pamplona, 396 pp.

Meyrat, A.K. 2017. Biología y Silvicultura de las especies de *Dalbergia* en América Central. Department of State, United States of America. 75 pp.

Murphy, P.G. and Lugo, A.E. 1995. Dry forests of Central America and the Caribbean. In: Bullock, S.H., Mooney, H.A. and Medina, E. 1995. Seasonally Dry Tropical Forests. The University Press, Cambridge. pp 9-34.

NAS (1979) Tropical legumes: resources for the future. National Academy of Sciences. Washington, D.C.

Pittier, H. 1922. On the species of *Dalbergia* of Mexico and Central America. J. Wash. Acad. Sci. 12: 54- 64.

Resolución N° DM-0657-2016 "*Por la cual se establece el proceso para la elaboración y revisión periódica del listado de las especies de fauna y flora amenazadas de Panamá y se dictan otras disposiciones*" (G.O. 28187-A).

Ricker, M. y D. Dally. 1997. Botánica Económica en Bosques Tropicales. Editorial Dana, México.

SCMRE, 2002. Smithsonian Center for Materials Research and Education. Microscopy: Technical Information Sheet *Dalbergia retusa*. http://www.si.edu/scmre/educationoutreach/dalbergia_retusa.htm

Standley, P.C. 1928. Flora of the Panama Canal Zone. Contributions from the United States National Herbarium. Volume 27. United States Government Printing Office, Washington. 416pp

Stevens, W.D., C. Ulloa, A. Pool y O.M. Montiel. 2001. Flora de Nicaragua. 85 Tomo I, II y III. Missouri Botanical Press. St. Louis, Missouri. 2556 p. Flora de Nicaragua (dinámica en línea): Flora de Nicaragua-Contenido-Taxonomía.

Velásquez Runk, J., F. Peña and P. Mepaquito. 2004. Artisanal non-timber forests products in Darien Province, Panamá: The importance of context. Conservation and Society 2 (2): 217-234.

Vardeman, E. and J. Velásquez Runk 2020. Panama's illegal rosewood logging boom from *Dalbergia retusa*. Global Ecology and Conservation, 23 (2020) e1098.